

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE ET DE SCIENCES POLITIQUES

Faculté des lettres et sciences humaines

Université de Sherbrooke

DU THÉORICIEN AU PRATICIEN : STALINE ET LA QUESTION NATIONALE,

LE CAS DE LA GÉORGIE

par

KARL BÉLANGER

MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE ET DE SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de

PIERRE BINETTE

pour obtenir

LA MAÎTRISE ÈS ARTS (HISTOIRE)

Sherbrooke

Mai 1998

Faculté des lettres et sciences humaines
Département d'histoire et de sciences politiques

Du théoricien au praticien : Staline et la question nationale, le cas de la Géorgie

Karl Bélanger

Composition du jury

Pierre Binette, directeur

Jean-René Chotard, lecteur

Gilles Vandal, lecteur

RÉSUMÉ

Contrairement à ses prédécesseurs marxistes, Staline dut, d'une façon concrète et pratique, réconcilier le concept de reconnaissance des particularités nationales avec celui du développement de l'internationalisme prolétarien. Pour concilier la théorie à sa pratique du pouvoir, Staline légittima ses actions à l'aide des principes marxistes, principes qui furent ajustés en fonction de l'évolution contextuelle de l'URSS. A travers le cas de la Géorgie, nous verrons que l'attitude de Staline a contribué à la fois : à maintenir le fait national tout en promouvant les valeurs multinationales ; et à gérer et réprimer les contradictions de type nationaliste tout en posant les conditions de leur survie, de leur exacerbation et de leur choc éventuel.

L'exemple de la Géorgie illustre comment Staline, par des moyens violents, a tenté d'imposer les nouvelles valeurs multinationales (création de *l'homo sovieticus*) tout en maintenant le fait national (reconnaissance et représentation politique). La répression n'a pu suffire à éliminer les contradictions de type nationaliste en Géorgie, contribuant même à les renforcer, particulièrement entre les Russes et les nationaux d'une part, et entre Géorgiens et minorités nationales en Géorgie d'autre part. Le maintien du fait national — malgré les répressions — fut particulièrement évident lors des manifestations de 1956 qui démontrèrent l'attachement des Géorgiens à leurs héros nationaux, notamment à Staline.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à ce que ce mémoire devienne réalité. Catherine, pour son soutien et ses précieux conseils, Josée pour son œil averti, mes parents, particulièrement mon père, qui m'a plus d'une fois donné la possibilité de poursuivre mes études.

Merci également aux membres du jury, surtout à mon directeur, Pierre Binette, qui a suscité mon intérêt pour le monde est-européen et, par le fait même, orienté mon choix de carrière.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	p.1
<i>Sources et méthodes employées.....</i>	<i>p.1</i>
<i>Structure du mémoire.....</i>	<i>p.4</i>
 Chapitre I : Les études sur la question nationale en U.R.S.S.....	p.7
1.1 <i>Les penseurs occidentaux sur la question nationale.....</i>	<i>p.7</i>
1.2 <i>Les penseurs soviétiques sur la question nationale.....</i>	<i>p.18</i>
1.3 <i>Aujourd'hui.....</i>	<i>p.21</i>
 Chapitre II : Les marxistes et la question nationale.....	p.23
2.1 <i>Marx et Engels.....</i>	<i>p.24</i>
2.2 <i>Karl Kautsky.....</i>	<i>p.28</i>
2.3 <i>Rosa Luxembourg.....</i>	<i>p.29</i>
2.4 <i>Karl Renner.....</i>	<i>p.31</i>
2.5 <i>Otto Bauer.....</i>	<i>p.32</i>
2.6 <i>Josef Strasser et Anton Pannekoek.....</i>	<i>p.33</i>
2.7 <i>Staline.....</i>	<i>p.34</i>
2.8 <i>Lénine.....</i>	<i>p.39</i>
2.9 <i>Trotsky.....</i>	<i>p.42</i>
 Chapitre III : De la théorie à la réalité politique : du droit à la séparation (1913) au rapprochement forcé des nations.....	p.45
3.1 <i>Le marxisme et la question nationale (1913).....</i>	<i>p.45</i>
3.2 <i>Rapport sur la question nationale (1917).....</i>	<i>p.50</i>
3.3 <i>La révolution d'octobre et la question nationale (1918).....</i>	<i>p.52</i>
3.4 <i>Programme du Parti (1919).....</i>	<i>p.53</i>
3.5 <i>La politique du pouvoir des soviets dans la question nationale en Russie (1920).....</i>	<i>p.54</i>
3.6 <i>Les tâches immédiates du Parti dans la question nationale (1921).....</i>	<i>p.57</i>

3.7	<i>De la façon de poser la question nationale (1921)</i>	p.59
3.8	<i>La révolution d'octobre et la question nationale des communistes russes (1921)</i>	p.60
3.9	<i>De la réunion des républiques soviétiques (1922)</i>	p.61
3.10	<i>Sur la formation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (1922)</i>	p.62
3.11	<i>La question des nationalités ou de l'autonomie Le testament de Lénine (1922)</i>	p.63
3.12	<i>Les facteurs nationaux dans l'édification de l'État (1923)</i>	p.65
3.13	<i>Discours au Comité Central (1923)</i>	p.66

Chapitre IV : De la théorie à la pratique, les impacts du rapprochement forcé :

	Le cas de la Géorgie	p.70
4.1	<i>Prise de contrôle de la Géorgie par les Soviétiques russes</i>	p.71
4.2	<i>Mise au pas de la Géorgie : Purges et répressions des éléments déviationnistes</i>	p.78
4.3	<i>Contrôle du contenu de l'éducation</i>	p.87
4.4	<i>Russification de la Géorgie</i>	p.91
4.5	<i>Développement économique de la Géorgie sous le contrôle du «centre»</i>	p.92
4.6	<i>Manifestation du nationalisme géorgien en 1956</i>	p.95

Conclusion..... p.98

Annexe A : Cartes géographiques de la Géorgie.....p.101

Annexe B : Chronologie de la Géorgie et de l'U.R.S.S. p.105

Bibliographie.....p.108

INTRODUCTION

Le présent mémoire se concentrera sur la pensée et la pratique stalinienne à l'égard des nationalités. Le cadre spatio-temporel des effets de la pratique stalinienne se limitera au cas de la Géorgie, soit de 1922 à 1956¹. La problématique du mémoire sera d'analyser comment les conceptions staliniennes ont contribué à la fois:

- Au maintien du fait national et à la promotion sinon à l'imposition de nouvelles valeurs multinationales (processus dialectique de l'affirmation des spécificités nationales et de rapprochement puis de fusion des nations);
- À la gestion et à la répression des contradictions de type nationaliste tout en posant les conditions de leur survie puis de leur exacerbation et de leur choc éventuel.

SOURCES ET MÉTHODE EMPLOYÉES

Je concentrerai mon analyse sur la pensée et la politique stalinienne à l'égard des nationalités et leurs impacts sur la Géorgie. Avec circonspection, j'utiliserai les études produites pendant la période stalinienne sur la Géorgie et des articles publiés dans le *Caucasian Review* au cours des années 1950. La revue fut fondée à Munich en juillet 1950

¹ Date fatidique à la quelle la Géorgie connut une véritable flambée nationaliste, suite aux révélations de Khrouchtchev au XX^e Congrès du P.C.U.S., avant d'être sévèrement réprimée par les troupes soviétiques. Les Géorgiens avaient réagi face au processus de déstalinisation, ceux-ci démontrèrent leur attachement à Staline, leur héros nationale. Ce qui démontrait les sentiments nationaux étaient loin d'être anéantis.

à l'institut d'études de l'URSS. La revue avait pour mandat de suivre les développements sociaux, politiques et économiques du Caucase. Plusieurs témoignages et analyses ont été publiés à ce sujet mais très peu furent étudiés parce que surtout considérés comme de simples anti-bolchéviques. Concernant la revue: «the brutalities and horrors of Bolshevik repression during the Civil War and Stalinist period and the excesses of police rule were carefully documented»². Ainsi, je serai plus à même d'évaluer les distorsions entre les politiques de Staline et la réalité.

Le temps et les ressources étant limités, nous concentrerons notre analyse afin de bien comprendre la pensée stalinienne à l'égard des nationalités et ses répercussions. La méthode d'analyse favorisée pour le mémoire sera l'analyse du discours. Parallèlement, il faudra analyser la réponse face à ce même discours afin d'en cerner les limites. Considérant l'ampleur de la documentation touchant les différents peuples je m'attarderai d'abord à la République de Géorgie. Pourquoi la Géorgie? Premièrement, parce que la Géorgie a été un laboratoire de la politique stalinienne des nationalités et que celle-ci a fait l'objet d'un débat et d'une sévère critique de la part de Lénine. Deuxièmement, parce que Staline a lui-même accordé un statut particulier à trois régions de la Géorgie, à savoir l'Abkhazie, l'Adjarie et l'Ossétie du Sud. En effet, ces régions obtinrent des statuts constitutionnels particuliers, à savoir de République autonome et régions autonomes. Cette reconnaissance constitutionnelle favorisait l'affirmation des nationalismes abkhazes, adjares et ossètes. Il s'agit là d'un héritage incontournable du passé soviétique pour l'actuelle Géorgie.

²Ronald G. Suny *Rethinking Soviet Studies: Bringing the Non-Russians Back In* . op. cit., p. 108.

En faisant état des effets des politiques soviétiques en Géorgie, nous serons plus à même d'étudier les limites et les conséquences de l'application de la pensée stalinienne et de ses politiques —parfois simplement par une révision de politique. Contrairement au discours officiel, le régime démontra son impuissance à se débarrasser définitivement des barrières traditionnelles (spécificités nationales) qui empêchèrent la grande marche vers la société communiste unifiée. À titre d'exemple, dans les républiques musulmanes, les pratiques religieuses ont perduré malgré des années de propagande et de répression.

Malgré la croyance populaire en occident, de nombreux secteurs d'activités économique, sociale et politique échappaient au contrôle des autorités centrales soviétiques. C'est cependant durant la période stalinienne, que ce contrôle s'est avéré le plus efficace en raison d'une organisation policière et d'un système de répression gigantesques. Le centre avait accru son contrôle sur l'ensemble des activités économiques et politiques et ce, à travers toute l'URSS. Par exemple, c'est le gouvernement central qui, appuyé par une bureaucratie imposante, dressait en détail les plans et les objectifs de production de tous les secteurs, tant agricole qu'industriel. À cette époque, les décisions furent prises principalement d'en *haut* et leur application bien que variable selon les secteurs et les régions était durement imposée.

Ce qui rend le cas géorgien d'autant plus intéressant est le fait que Staline est un Géorgien et fils d'une mère ossète. Staline est né en 1878 et son père mourut alors qu'il n'avait que onze ans. Sa mère l'envoya au petit séminaire orthodoxe en 1888 et c'est

précisément à ce moment qu'il prit le nom de *Koba*, héros géorgien légendaire. En 1894 il fit son entrée au grand séminaire, puis en sera exclu en 1899 pour avoir fait de la propagande marxiste. Il ne se présenta pas aux examens pour éviter, dit-il, d'avoir à faire une carrière cléricale. En 1900, il entreprit ses activités militantes révolutionnaires et devint en 1903 un bolchevik, plus par nécessité que par principe, parce que rejeté et méprisé par la social-démocratie géorgienne qui deviendra menchevik —cela pourrait expliquer en partie son intervention en Géorgie en 1921. Après plusieurs déportations et emprisonnements, Lénine chargea Staline d'écrire *Le marxisme et la question nationale* en 1913³.

STRUCTURE DU MÉMOIRE

Le mémoire sera divisé en quatre parties. Les deux premiers chapitres traiteront de l'historiographie contemporaine et marxiste à l'égard de la question nationale; le troisième chapitre abordera les écrits de Staline, particulièrement jusqu'en 1923, ainsi que certaines résolutions du Parti communiste. Nous constaterons ainsi l'évolution de la pensée pragmatique de Staline quant aux questions nationales; finalement, le quatrième chapitre fera la démonstration des impacts de l'imposition du modèle stalinien en Géorgie.

³ Joseph Staline. *Le marxisme et la question nationale*. Paris, Éd. N. Bethume, p. 25 à 92.

Précisons que les deux premiers chapitres visent à cerner les principaux courants de pensée se rattachant à la question nationale en U.R.S.S. Dans le premier chapitre, nous étudierons les divers courants qui ont marqué l'étude du problème national en U.R.S.S.

Le premier chapitre est justifié par le fait qu'avant la Seconde Guerre mondiale, l'approche favorisée dans les études se limitait à la polémique marxiste ou anti-marxiste. D'un côté, on pouvait retrouver ceux pour qui le communisme pouvait assurer à la fois la cohabitation et l'intégration de toutes les nationalités sur une base prolétarienne alors que de l'autre, certains considéraient que le développement et les droits de ces minorités étaient surtout préservés au sein du monde non-communiste.

Dans le second chapitre, nous résumons les réflexions des différents penseurs marxistes sur la question nationale. Ce chapitre est important parce qu'il nous permet de mieux situer Staline parmi les différents théoriciens marxistes. Nous verrons la divergence existant chez les différents penseurs entre l'internationalisme et la reconnaissance des spécificités nationales.

Le troisième chapitre traite des ouvrages de Staline et des résolutions du Parti communiste. Nous verrons que la théorie développée par Staline suit un développement rationnel s'appliquant à un contexte particulier. D'ailleurs, nous verrons qu'au lendemain de la Première guerre mondiale, c'est la théorie de Staline qui l'emporta sur le programme des théoriciens austro-hongrois.

Finalement, le quatrième chapitre aborde la pratique stalinienne en Géorgie. La Révolution ne s'étant pas étendue à toute l'Europe, nous verrons comment Staline a consolidé le contrôle du pouvoir central sur les régions périphériques et pour ce faire, nous étudierons le processus d'intégration de la nationalité géorgienne à l'URSS. Une intégration qui se trouva justifiée par les principes nationaux développés par Staline.

CHAPITRE I

LES ÉTUDES SUR LA QUESTION NATIONALE EN U.R.S.S.

Cette partie relate les différents courants qui ont influencé les chercheurs au cours de la seconde moitié du XXe siècle sur la question nationale en U.R.S.S.. C'est dans un ordre chronologique que je traiterai de ces diverses tendances. Notons qu'une large part des travaux effectués sur la question nationale en U.R.S.S. ont été faits par des chercheurs à l'extérieur du monde socialiste. Le dogmatisme stalinien et la nature même du régime soviétique accordaient à l'idéologie un rôle crucial quant à la légitimation du pouvoir exercé ce qui a engendré une forme de stagnation théorique sur la question nationale. La pratique des relations internationales sera en revanche beaucoup plus intéressante.

1.1 LES PENSEURS OCCIDENTAUX SUR LA QUESTION NATIONALE

Ce n'est qu'après la Seconde Guerre que les auteurs occidentaux commencèrent à s'intéresser un peu plus au fonctionnement du monde soviétique et communiste. Tout comme la question nationale, le régime soviétique et la Russie impériale étaient traités de façon homogène, c'est-à-dire perçus comme la continuité d'un pouvoir autoritaire, sans réelles distinctions. Quoique les auteurs traitant directement de la question nationale

fussent rares⁴, l'approche *totalitaire* fut le cadre d'analyse privilégiée par les chercheurs occidentaux. On se basait essentiellement sur le type de pouvoir politique soviétique et sur son évolution pour déterminer son mode de fonctionnement. Les nationalités étaient comme les autres groupes sociaux soumis au régime autoritaire. Les régimes nazis et soviétiques étaient inclus sous la même catégorie, le totalitarisme. Les principales composantes caractérisant un régime totalitaire étaient : l'atomisation de la société, c'est-à-dire que chacun des individus est isolé et que leur regroupement forme la masse; un parti unique brisant toute opposition; une idéologie agressive et omniprésente dans toutes les sphères de la vie et ayant également une propension à étendre son influence; le contrôle des moyens de communication qui permet une diffusion de la propagande afin de garder le contrôle sur la population; l'application de la terreur comme mode de régulation des oppositions qui se traduit par la suppression de toute liberté et l'application d'une justice arbitraire. En essayant de comprendre le fonctionnement du système totalitaire globalement, on ne faisait aucune distinction entre les régimes et on mettait l'accent sur la continuité du régime totalitaire, sans rupture dans son fonctionnement. Par conséquent, le régime semblait dominer totalement la société et par le fait même, les nationalités. C'était donc une analyse qui mettait l'accent sur la relation *dominant/dominés*, où les *dominés* n'avaient aucune influence sur le *haut*. Cette théorie fut prédominante surtout au cours des années 1950⁵.

⁴La plupart se limitaient à relater les faits déjà connus sur le sort des nationalités. Comme par exemple le conflit opposant Staline aux mencheviks géorgiens. Le sort des nationalités fut généralement perçu comme étant scellé.

⁵Les principaux penseurs qui ont considérablement influencé les recherches sont entre autres: Annah Arendt. *Le système totalitaire*. Paris, Ed. du Seuil, (éd.)1972, 313p. et du même auteur, *La nature du totalitarisme*. Paris, Éd. Payot, (éd.)1990, 182 p.; Merle Fainsod. *Comment l'U.R.S.S. est gouvernée*. Paris, Éd. de Paris 1953, 502 p.; Carl J. Friedrich. *Totalitarian dictatorship and Autocracy*. New York, Praeger, 1956, 439 p.

Les thèses occidentales, toujours en se basant sur l'approche totalitaire, commencèrent à intégrer les témoignages des exilés, qui affirmaient que la question nationale n'était pas encore résorbée. Les études prenaient de plus en plus une saveur nationaliste. Souvent frustrés du sort qui leur était imposé par le régime politique «russocentrique», les émigrés, surtout les non-russes, n'hésitèrent pas à adopter une position anticomuniste tout en montrant que les nationalités —selon les statuts— étaient soit des victimes des politiques du régime, soit des résistants. De plus, on mettait souvent l'accent sur la menace que représentait l'U.R.S.S, on parla même de «fascistes rouges» —référence au nazisme— pour figurer les dangers des ambitions expansionnistes soviétiques et de Staline⁶. Les transformations *krouchtchéviennes* ont incité les chercheurs occidentaux à revoir leur approche du régime soviétique.

Il faut mentionner, premièrement, que tout au long de la période suivant la seconde guerre, l'étude des nationalités (et par conséquent leur visibilité) à l'étranger était corollaire à leur diaspora. Par exemple, les Géorgiens furent moins un objet d'étude que les Arméniens, alors que tous deux avaient une population quantitativement semblable.

⁶À titre d'exemple, mentionnons qu'Alexandre Ouralov, en se référant aux peuples déportés durant la guerre, écrivit dans son œuvre, *Staline au pouvoir* : « Staline, en pleine guerre, reprenait à son compte la théorie raciste de Hitler selon laquelle, il y a des races supérieures et d'autres inférieures, des grandes et des petites nations, des peuples de valeur et d'autre sans valeur, de races amies et des races ennemies » (p. 172). De plus, il décrit la politique de Staline en ces termes: une politique visant « l'extermination des peuples attachés à leurs libertés » (p. 180) laissant ainsi entrevoir une élimination possible des caucasiens par leur déportation. Enfin, faisant indirectement référence à la période tsariste, il parla même de la « colonisation soviétique » —il visait les russes— qui cherche à s'appropriier toutes les richesses naturelles qui seront exploitées par une « une main-d'œuvre locale réduite à l'esclavage sue sang et eau pour les colonisateurs »(p. 181). Cette remarque est d'autant plus intéressante qu'elle se rapproche de la théorie d'Engels sur les nations historiques viables et les nations non-historiques, non-viables, donc destinées à disparaître.

Deuxièmement, le peu de données sur les différents groupes nationaux amenait les auteurs à traiter la question comme un tout homogène.

Cependant, au cours des années 1960, toujours sous l'influence du courant *totalitaire* et de la *vision nationaliste*, on commença à s'intéresser à la société et un peu aux nationalités. Ainsi, les auteurs tentèrent de prendre leur distance face au modèle totalitaire traditionnel pour ajuster leurs recherches aux spécificités du monde soviétique. C'est ainsi que certains auteurs conclurent que les valeurs sociales et politiques, ainsi que l'attitude des individus à l'égard du régime soviétique, dépendent beaucoup plus de l'appartenance à une classe sociale qu'à un groupe national. Ainsi, les membres des nationalités qui obtiennent une éducation supérieure —souvent la même dispensée à travers l'Empire avec un contenu idéologique semblable— sont beaucoup plus près des classes éduquées russes que des paysans provenant de leur propre nationalité. L'éducation réussissait à rapprocher les peuples, mais seulement chez une certaine classe. Ainsi indirectement, on reconnaît qu'à l'intérieur de celle-ci, *l'homo sovieticus* existait. Bref, Lénine n'avait pas tort quand il parlait de l'éducation des masses.

« Thus, we may conclude that basically a man's nationality is not a good predictor of his general social and political attitudes in the Soviet system, but rather that these attitudes are better predicted by knowledge of his occupation or social class . »⁷

⁷R.A. Bauer, A. Inkeles, Clyde Kluckhohn. *How the Soviet System Works: Cultural, Psychological and Social Themes*. New York, Vintage Books, 1961, p. 204.

Ce livre est le résultat de *The Harvard Project*, qui cherchait à identifier les faiblesses et les forces du système soviétique par l'interview de nombreux émigrés. Cet ouvrage dresse un portrait synthétisé de la vie en Union soviétique. Une partie fut consacrée au problème national. Les auteurs ont pu détecter les sentiments d'appartenances nationales et anti-russes —et non anti-soviétiques— notamment en raison de la position favorable aux Russes dans les divers échelons du pouvoir. Cependant, les auteurs constatent que l'intégration à la *culture soviétique* est de plus en plus grande. En plus de cet ouvrage soulignons ceux de Zbigniew K.

Dans les études, on commence à identifier des forces potentielles de résistances—la famille, l'Église, les religions, certaines nationalités... . Au niveau du pouvoir politique les auteurs constatent une certaine continuité⁸, mais il y a une évolution dans la façon dont le pouvoir s'exerce et dans le contenu doctrinal qui demeure influencé par le marxisme-léninisme. La déstalinisation ne peut donc pas engendrer un retour aux pratiques léninistes. Le parti n'est plus comme il le fut sous Lénine.

Il ne faudrait pas conclure trop hâtivement que le régime soviétique fut catastrophique pour les différents peuples. En effet, plusieurs ont bénéficié d'un rattrapage social, politique et économique qui les tenaient dans la position inégalitaire autrefois. Selon les chercheurs, la plupart des nationalités ont bénéficié des politiques d'alphabétisation, d'égalité raciale, de développement économique, de l'amélioration des soins médicaux,... . Ce fut le cas des minorités en Géorgie. Cependant leur possibilité de revendication en dehors des organes reconnus par le régime et encore davantage, de soulèvement contre celui-ci était inexistante. Les facteurs suivants expliquent en partie leur faiblesse :

- les peuples ne formaient pas un front commun, certains étant même en rivalité;
- ils ne contrôlaient pas les principaux leviers du pouvoir;
- ils étaient mal organisés;
- les purges réduisaient considérablement leur force;

Brzesinski, *The Soviet Bloc: Unity and Conflict*, Cambridge, H.U.P., 1960 et Alex Inkeles & Raymond Bauer, *The Soviet Citizen: Daily life in a Totalitarian Society*, Cambridge, H.U.P., 1961.

⁸Robert C. Tucker adopte une approche comparative entre les régimes totalitaires, entre les dirigeants soviétiques et entre le régime soviétique versus tsariste. Voir entre autres: Voir entre autres: *The Soviet Political Mind: Stalinism and Post Stalin change*. New York, W.W. Norton and Company Co., 1971, 304 p.

- la spécialisation économique créait une dépendance économique pour certains produits;
- et finalement l'attitude des jeunes à l'égard du régime tendait à être moins négative que celle de leurs aînés.

Dans le même ordre d'idées, sans nier les différences nationales et toujours d'après cette tendance qui reconnaissait certains avantages au régime soviétique, l'U.R.S.S. permettait une stabilité à travers tout son territoire et ce, par l'entremise de différents moyens qui ont permis de contrôler et d'atténuer les tensions. Voici quelques exemples, soulevés par les auteurs, des moyens qui ont garanti une stabilité: l'éducation qui favorisait une culture commune, la culture soviétique; l'augmentation du contrôle et de la dépendance économique de la périphérie à l'endroit du centre a permis également une stabilisation — dont les conséquences sont aujourd'hui très visibles; certaines situations locales tendues ont permis un renforcement des liens avec le centre, notamment afin de réduire les tendances belliqueuses d'un voisin ou des conflits interethniques qui pouvaient en découler — une fois de plus, les répercussions de la disparition de cette autorité centrale se fait sentir aujourd'hui; l'industrialisation et l'urbanisation ont également joué un rôle dans le processus d'homogénéisation de la société et de destruction des traits culturels⁹. Ici, on reconnaît plus explicitement et d'une façon plus générale que les différences nationales, toujours présentes, se sont assoupies pour se laisser pénétrer par la culture commune. Mais pour reprendre l'expression d'un auteur français, si la religion était l'opium du peuple, le communiste était-il le formol des nations.

⁹R.A. Bauer, A. Inkeles, Clyde Kluckhohn. *How the Soviet System Works: Cultural, Psychological and Social Themes*. New York, Vintage Books, 1961.

En effet, dès la fin des années 1960 plusieurs auteurs dont Erich Goldhagen constataient que la diversité nationale subsistait derrière le silence imposé par le totalitarisme. Goldhagen écrivait alors:

« Yet, all we know about the Soviet minorities suggests that their muteness is a tribute to the efficiency of the totalitarian Leviathan rather than a sign of the absence of collective aspirations. If the incipient, feeble, and struggling, trend toward pluralism in Soviet society increases, then these aspirations may assert themselves and profoundly affect the shape of Soviet society. But in any case it is doubtful whether the national minorities will conform to the blueprint of the *fusion of nation* nourished by the soviet leadership »¹⁰.

Il reconnaissait ainsi l'influence et l'importance des forces sociales qui peuvent jouer dans l'avenir de l'union.

À la même époque, John Armstrong mettait l'accent sur la nécessité pour l'élite politique soviétique du centre d'exercer un contrôle sur les décisions, et il affirmait que cette élite avait un impératif besoin d'étendre les pouvoirs de l'U.R.S.S. le plus possible afin d'accroître leur contrôle sur l'ensemble du territoire. Le meilleur moyen pour y parvenir était de transmettre une culture nationale homogène, qui devait être par conséquent... le russe. Cette remarque marqua le début des études concernant le processus de russification en U.R.S.S. L'auteur percevait la politique nationale soviétique comme une manipulation planifiée du centre afin de réaliser les buts du régime. Par conséquent, le rôle des élites

¹⁰Erich Goldhagen. *Ethnic Minorities in the Soviet Union*. New York, Praeger, 1968, p. XIV.

Il fut l'un des premiers à identifier l'édifice fragilisé de l'U.R.S.S.. Il n'avait pas tort lorsque qu'il faisait allusion au danger du pluralisme pour la stabilité du régime. Voir également: Alex Inkeles. *Social Change in Soviet Russia*. Cambridge, H.U.P., 1968, p. 244 à 266.

nationales et leur importance dans le processus de décisions en U.R.S.S. semblaient être nuls. Bien que cette analyse influencée par la méthode totalitaire et qui se concentre sur le politique restait dominante, il fut néanmoins l'un des premiers à distinguer les différents groupes nationaux. Par conséquent, le pouvoir soviétique ne semblait pas être exercé d'une façon homogène, l'auteur distinguait des zones plus récalcitrantes vis-à-vis de Moscou.

S'intéressant aux problèmes du développement économique en U.R.S.S., Alec Nove et J.A. Newth arrivèrent à de nouvelles conclusions concernant les nationalités. Sans en nier les abus, ils observent que le régime soviétique ne fut pas uniquement négatif pour les nationalités. En fait, dans une perspective économique, ils ont pu observer que l'industrialisation fut bénéfique pour les régions du sud. Ils ne croient pas que l'industrialisation aurait été aussi rapide dans le Caucase et l'Asie centrale sans l'U.R.S.S.:

« They have benefited, therefore, not only from being part of a much larger scale whole, but also, or even particularly, from the fact that the Government of the USSR had an industrializing ideology, equated social progress with industry, and paid special attention to the development in formerly backward areas »¹¹.

De surcroît, pour ces auteurs, la contribution financière du centre vers ces régions, dans les domaines de l'éducation et des différents services sociaux, demeurait supérieure à ce qu'elles rapportaient à la fédération. Également, ils observèrent que les revenus créés par l'industrialisation pouvaient être conservés en région dans une plus large proportion. Ces mêmes auteurs ont tiré d'autres conclusions fort intéressantes rompant avec l'analyse de

¹¹ Alec Nove, J.A. Newth. *The Soviet Middle East: A Model for Development?* London, G.A.U., 1967, p. 45.

la continuité entre le régime tsariste et soviétique, ouvrant un débat qui allait durer. Le régime soviétique était ni une forme d'impérialisme, ni une forme de colonialisme russe et ce, même s'il y avait une forme de soumission, parce que les capitaux et le savoir-faire russes ont servi à développer les régions et non à exploiter uniquement les ressources: «No reasonable person can doubt that industrial growth would have been less rapid without Russian capital and Russian skills»¹².

Dans les années 1970-1980, les recherches s'étendirent à différents aspects du monde soviétique, les méthodes d'approche et les conclusions se diversifièrent. Par exemple, certains reprendront l'interprétation selon laquelle le stalinisme représente l'échec de l'expérience soviétique, une rupture avec les politiques léninistes¹³.

¹²*Ibid.*, p. 114.

¹³Principalement selon les auteurs suivants: Robert C. Tucker, Moshe Lewin, Isaac Deutsher et Stephen Cohen. On dira que la dictature du parti sur le prolétariat n'était pas dans les plans de Lénine, ce sont une série de circonstances imprévisibles qui ont créé cette situation sous Staline. Probablement que si Lénine avait vécu plus longtemps, la structure soviétique aurait été différente. Dans la quatrième édition, Merle Fainsod se rallie quelque peu à cette interprétation: « In the past, probably the dominant interpretation of the relationship of Stalin to Leninism has been that expressed in (and, of course, to some extent created by) the two editions of this book »(p. 104). Cependant, même s'il ajoute qu'il aurait été surprenant que Lénine accepte les attitudes de Staline, comme les exécutions en masse, on ne peut nier l'influence qu'a eu le léninisme et même le tsarisme dans l'histoire soviétique. Même si le modèle totalitaire fut plausible sous l'autorité de Staline, il reconnaît les limites de l'application du modèle qui sous-entend une rigidité et une permanence de la structure soviétique plutôt que sur son évolution. Le totalitarisme ne peut pas isoler totalement de ses politiques les individus et la *masse homogène monolithique*. Les leaders sont influencés par la base et par leurs intérêts propres. Également, le modèle a nié les conflits potentiels entre les leaders politiques.

Les ouvrages qui ont été faits dans les années 1970 sur la question nationale, on peut retrouver entre autres les auteurs suivants: E. Allworth, H. C. d'Encausse, Z. Katz.

Mais ce qui marqua vraiment la période des années 1970-1980, ce fut le changement du cadre de l'analyse, on se concentra vers *l'histoire sociale* dans l'étude des peuples non-russes¹⁴. Toutefois:

« Without denying the usefulness of the totalitarian model in explaining much of Soviet history, we might find it more enlightening to view the first decade of Soviet power as a period in which an authoritarian regime attempted to mobilize social and economic resources for the purpose of rapid modernization, political integration, and political development... »¹⁵

Cette interprétation est surtout valide pour les premières années du régime, c'est l'aspect de l'intégration progressive préconisée par Lénine. Mais devant les résistances et un processus de modernisation qui semblait lent —la N.E.P.—, Staline entreprit un processus visant à briser les résistances sociales et/ou nationales pour ensuite déclarer que l'accélération de la marche vers le socialisme était un mouvement de mobilisation émergeant de la base. C'est à cette période que s'engagea une véritable industrialisation et modernisation, processus qui fut initié et contrôlé par le *haut*. Cependant les résistances sociales et culturelles demeuraient. La répression et les diverses méthodes employées pour inculquer les valeurs socialistes sont de très bons exemples pour illustrer la tentative de Staline de créer une nouvelle société. Il faut considérer qu'aucun groupe social ne put s'organiser à ce moment pour contrer les politiques de Staline sans en subir des représailles, les individus se retrouvaient atomisés dans ce régime gouverné par la terreur. Ce n'est

¹⁴ Alexandre J. Motyl fut le premier à rejeter l'approche totalitaire. La population était devenue ainsi un acteur important. Cependant, les auteurs à cette époque ont souvent confondu luttes sociales et luttes nationales, ce qui revenait à une surestimation des sentiments nationaux.

¹⁵ Zvi Y. Gitelman. *Jewish Nationality and Soviet Politics: The Jewish Sections of the CPSU, 1917-1930*. Princeton, PUP, 1972, p. 3-4, extrait paru dans l'article de Ronald G. Suny *Rethinking Soviet Studies*:

qu'après la mort du dictateur, notamment en raison des politiques de déstalinisation de Krouchtchev, que le mode de régulation par la terreur s'apaisa considérablement et que l'on vit apparaître des formes de résistances sociales qui peuvent être aujourd'hui mesurées. Sous Staline, la résistance passive existait, mais celle-ci est très difficile à analyser, toute organisation et toutes publications étant sévèrement contrôlées et censurées par les autorités. Ce n'est que plus tard, grâce à de nouvelles données et aux survivances des traits culturels —particulièrement dans la société musulmane et dans les nationalités ayant de grandes traditions enracinées (Géorgiens, Juifs,...)— que l'on observa d'une façon plus exhaustive les résultats et les dangers qu'ils représentaient pour le régime.

Bref, les organisations soviétiques, les autorités et les changements économiques n'ont pas pu venir à bout des traits nationaux. Par conséquent, les auteurs purent dès les années 1970, constater l'échec des bolcheviks à intégrer les nationalités. Selon ces auteurs, les autorités soviétiques ont mal compris et mal analysé les forces pouvant exacerber les nationalismes, reléguant les problèmes ethniques derrière les impératifs de l'économie. Souvent, la culture soviétique professée par le régime, loin d'avoir infiltré toutes les ramifications d'une nation, tolérait et côtoyait les caractéristiques traditionnelles nationales —ce fut le cas entre autres avec la religion et le droit canonique, les sociétés patriarcales...¹⁶.

Bringing the Non-Russians Back In publié dans le l'ouvrage: *Beyond the Soviet Studies*, Washington, WWCSS, 1995.

1.2 LES PENSEURS SOVIÉTIQUES SUR LA QUESTION NATIONALE

Pour ce qui est des études soviétiques sur la question, elles tendent à démontrer et à affirmer, en s'appuyant sur la *science marxiste*, que la question nationale en U.R.S.S. est résolue. Au cours des années 1930, l'*Homo sovieticus* était né et la démonstration se fit dans un verbiage idéologique qui allait demeurer jusqu'à la fin du régime. Les études, notamment celles de la période des années 1970-1980, démontrèrent le succès des forces intégratives socialistes —industrialisation, éducation, socialisation,...— dans le rapprochement des nations. Ces études visaient également à contrecarrer les analyses étrangères sur le régime soviétique et ainsi projeter une image plus positive que la réalité. Par exemple, la politique de russification encouragée par les élites politiques du centre était interprétée par les auteurs soviétiques, toujours scientifiquement, comme un moyen essentiel de communication et un facteur de rapprochement entre les peuples. Un fait intéressant, l'analyse que Staline a faite de la nation s'est perpétuée dans les études soviétiques: « even after Josef Stalin himself was long discredited, Soviet scholars stuck to Stalin's definitions of nations »¹⁷ et ce qui fut même reconnu par les intellectuels soviétiques pendant la période de la *Glasnost*¹⁸.

¹⁶ Zvi Y. Gitelman, Gregory J. Massell et Hélène Carrère d'Encausse entre autres, ont souligné les problèmes d'intégration du régime soviétique.

¹⁷ Martha Brill Olcott. *Soviet Nationality Studies between Past and Future*. p. 143. Pour une interprétation soviétique contemporaine du problème national, voir aussi le recueil de textes: « Le socialisme: Nations et rapports entre nationalités », dans *Problèmes du monde contemporain*. Moscou, Académie des Sciences de l'U.R.S.S., 1982, 223 p. LEIBSON, B. *Unité, solidarité, internationalisme: L'expérience historique, les principes et les problèmes du mouvement communiste*. Moscou, Éd. du Progrès, 1982. Institut de philosophie de l'académie des sciences de l'U.R.S.S. (Éd.). *Théorie et pratique de l'internationalisme prolétarien*. Moscou, Éd. du Progrès, 1975. ZAGLADINE, V. (dir.). *Le mouvement communiste international*. Moscou, Éd. du Progrès, 1978. JAROSZEWSKI, T.M. & IGNATOVSKY, P.A. (Éd.). *Socialism as a Social System*. Moscow, Progress Publishers, 1981. SIBILEV, N. *The Socialist International*. Moscow, Press Publishers, 1984. SEMYONOV, V.S. *Nations and Internationalism*. Moscow, Progress

En contrepartie, certains auteurs observèrent les contradictions du régime. D'une part, le maintien du cadre fédéral pour réguler les relations, permettant ainsi la conservation et la représentation des territoires et d'autre part, la préservation des institutions de la plupart des minorités qui peuvent contribuer à tout moment à faire éclore des manifestations nationales¹⁹. La concession aux nationalités de statuts différents, était en quelque sorte la reconnaissance de l'existence de ces mêmes nations. Les auteurs purent également observer que les élites nationales usaient effectivement de divers subterfuges afin de légitimer et donc de préserver l'héritage culturel. L'idéologie a donc eu tendance à s'adapter aux cultures qui elles, se sentaient menacées:

« The consolidation of ethnic power and consciousness in many (though by no means all) of the non-Russian republics was challenged continually by the continued political, economic, and cultural hegemony enjoyed by the Great Russian majority and the national chauvinism manifested by this group vis-à-vis the minority nationalities »²⁰.

Selon cette perception, les nations résistaient effectivement aux politiques de rapprochement. Concernant l'historiographie soviétique, Riasanovsky mentionne que «much of Soviet historiography is fundamentally dishonest»²¹. Présentement, les nouveaux

Publishers, 1979.

¹⁸ « The concept of a nation and national relationships that has prevailed among us, and from which we have not as yet freed ourselves, has been based on Stalin's famous definition of a nation ». Nikolai Zubabovich Chavchavadze. « We need an adequate national theory ». dans The « Nationality Question and Inter-nationality Relations in the USSR ». *Soviet Studies in History*, été 1990, vol. 29, no. 1, p. 59.

¹⁹ Ce qui fut démontré par Teresa Rakowska-Harmstone: « The Dialectics of Nationalism in the USSR ». *Problem of Communism*, 23, no. 3, 1974, p. 1-22.

²⁰ *Ibid.*, p. 10.

²¹ Nicolas V. Riasanovski. « On History, Historians, and an Historian ». *Russian History*. 15, No. 2-4, 1988, p. 422.

travaux provenant de la Russie sur l'histoire de la question nationale demeurent rares — probablement parce que les chercheurs doivent encore adapter leurs méthodes de recherche (*déssoviétisation*) mais surtout parce que les fonds de recherche sont de plus en plus rares²².

Bénéficiant de nouvelles données et de travaux soviétiques, de nombreux chercheurs et institutions se lancèrent dans l'étude empirique des nationalités à la fin des années 1970 et au début des années 1980²³. De nombreux centres de recherches se spécialisèrent sur une nationalité en particulier. Les recherches s'orientèrent surtout vers des questions d'actualité. Mais le développement de concepts théoriques et de cadres d'analyses communs pour les nationalités et le nationalisme en U.R.S.S. demeure restreint, voire absent. «In sum, nationalities are variously presented in the volumes as primordially real, historically reconstituted, or socially organized —without any synthesis to reconcile these distinct visions»²⁴. Toutes les approches et cadres théoriques peuvent contribuer à la compréhension du problème national.

Quoi qu'il en soit, presque aucun auteur n'avait entrevu que les mouvements nationaux allaient faire éclater l'U.R.S.S., à l'exception d'Hélène Carrère d'Encausse et de Robert Conquest.

Depuis l'éclatement de l'URSS, l'on constate parfois brutalement que les décennies de régime soviétique n'ont pas réussi à éliminer les tensions de types nationaliste et

²²Voire entre autres: « Roundtable on the Nationality Question ». *Soviet Studies in History*. été 1990, vol. 29, no. 1, p. 3-93.

²³Entre autres: H. Carrère d'Encausse, J. Radvanyi, R. Conquest, C. Enloe, R. Karlins, A. Motyl

ethnique. Au contraire, Staline a contribué par ses stratégies et politiques à poser les bases de l'émergence puis de l'explosion des nationalismes. En d'autres termes, il faut revoir notre étude et nos approches traitant de cette période cruciale qu'a été le stalinisme. Une approche débarrassée des dogmes véhiculés par la confrontation est-ouest. C'est ce que nous nous proposons d'abord en analysant les sources d'inspirations de Staline puis les conceptions et les pratiques staliniennes elles-mêmes.

1.3 AUJOURD'HUI

Aujourd'hui, sans vouloir traiter de la question nationale d'une façon homogène, il demeure impossible d'entrevoir une étude pouvant traiter de toutes les nationalités: particulièrement en raison des coûts faramineux que cela entraînerait et de la barrière linguistique —certaines peuplades ne comptant que quelques centaines d'individus.

Les champs d'investigations ne cessent de croître et l'ouverture des archives promet de nouvelles études sur le sujet —malgré les nombreux obstacles. Les nouvelles études provenant de l'ex-U.R.S.S. demeurent encore rares, probablement en raison du manque de fonds. Cependant, de nouvelles approches vont probablement se développer, mais aucune vue ou méthode commune ne semble se dégager, le problème national en ex-U.R.S.S. semble *athéorique*.

²⁴David D. Laitin, « The national Uprisings in the Soviet Union ». *World Politics* 44, no. 1, 1991, p. 141.

«And certainly, every historian will strive to improve his or her work and method of work in his or her own way »²⁵.

²⁵Nicolas V. Riasanovski. « On History, Historians, and an Historian ». *Russian History*. 15, No. 2-4, 1988, p. 421.

CHAPITRE II

LES MARXISTES ET LA QUESTION NATIONALE

Après avoir analysé les penseurs contemporains sur la question nationale, le présent chapitre a pour principal objectif de relater les divers courants marxistes ayant fait évoluer la réflexion sur la question nationale avant la création de l'URSS. Cette dernière devint en fait, le premier laboratoire de l'application des principes *marxistes*, voire stalinien. À la fin de ce chapitre, nous tenterons de regrouper les auteurs en fonction de leur pensée. Plus précisément, entre les auteurs marxistes préconisant l'internationalisme et ceux favorisant le maintien et la reconnaissance des nationalités.

LES MARXISTES

Les principaux auteurs qui seront abordés dans la présente partie seront: Karl Marx, Friedrich Engels, Karl Kautsky, Rosa Luxembourg, Karl Renner, Otto Bauer, Josef Strasser, Anton Pannekoek, J.V. Staline, V.I. Lénine et Léon Trotsky.

2.1 MARX ET ENGELS

À la base de la pensée marxiste, c'est-à-dire de Marx et Engels²⁶, il n'y pas de théorie générale de la nation. Cependant, quelques écrits ici et là ont permis de cerner leur pensée fragmentaire²⁷. Ce qu'il importe de retenir de ces deux auteurs, c'est leur certitude que la nation n'est qu'une catégorie historique non-permanente. Elle est transitoire et constitue l'espace organisationnel privilégié du capitalisme. La nation est vouée à disparaître avec la réalisation du socialisme à la suite de la révolution prolétarienne²⁸. Ils ont la conviction que la «fraternité des peuples» ne se forgera pas par des traités de toutes sortes, «mais uniquement par des révolutions radicales et des luttes sanglantes»²⁹.

Jetons un regard un peu plus précis sur ces deux penseurs. Marx a une approche économiste des nations. Selon lui, l'accroissement des échanges économiques internationaux, favorise le rapprochement des nations et des classes, et par conséquent, du prolétariat. Cependant, la bourgeoisie tentera d'entretenir les antagonismes nationaux (chauvinisme, exploitation d'une nation...), pour lui permettre de garder une mainmise sur un prolétariat divisé. Pour Marx, le concept de nationalité entretenu par la bourgeoisie est voué à disparaître, parce que tous les prolétaires du monde ont le même intérêt, bref, «les

²⁶L'ensemble de leur oeuvre a été produit dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

²⁷Il est symptomatique que même dans le dictionnaire du vocabulaire marxiste, versions française ou allemande, l'on n'y retrouve aucune définition du concept de nation. Voir Gérard Bekerman: *Vocabulaire du marxisme français-allemand*. Paris, P.U.F., 1981.

²⁸Georges Haupt. *Les marxistes et la question nationale*. Montréal, Éd. l'étincelle, 1974, p. 12.

²⁹Dans: «Économies et Sociétés», *Cahiers de l'I.S.E.A.*, t. 3, no. 7, juillet 1969, p. 1293.

prolétaires n'ont pas de patrie»³⁰. Michael Lowy souligne que cet «antipatriotisme» de Marx a deux buts:

- a) « pour l'humanisme prolétarien, l'humanité toute entière est la totalité significative, la valeur suprême, le but final »;
- b) « pour le matérialisme historique, le communisme ne peut être établi qu'à l'échelle mondiale, grâce à un développement immense des forces productives dépassant le cadre étroit des États nationaux ».³¹

Concernant la conciliation de la problématique du droit à l'autodétermination avec «l'internationalisme prolétarien», mentionnons que Marx établit trois concepts fondamentaux qui, suite à ses écrits sur l'Irlande, auront un impact considérable sur les futurs penseurs marxistes:

1. « Seule la libération nationale [dans le processus historique] du peuple opprimé permet de dépasser la division et les haines nationales, et d'unir les ouvriers des deux nations [Anglais et Irlandais] contre leurs ennemis communs, les capitalistes [Anglais] ».
2. « L'oppression d'une autre nation contribue au renforcement de l'hégémonie idéologique de la bourgeoisie sur les ouvriers au sein de la dominante: un peuple qui opprime d'autres ne saurait être libre ».
3. « L'émancipation du peuple opprimé affaiblit les bases économiques, politiques, militaires et idéologiques des classes dominantes dans la nation dominante et contribue ainsi à la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière de cette nation ».³²

³⁰Karl Marx. *Manifeste du Parti communiste*. Paris, Éd. Costes, 1934, p. 91-92.

³¹Dans: Karl Marx, *La Question des nationalités et de la social démocratie* et Michael Lowy, *Le problème de l'Histoire: Remarques de théorie et de méthode dans Les marxistes et la question nationale*. 372-373.

³²Marx et Engels, *Correspondance*. Moscou, Éd. du Progrès, 1971, p. 238-241.

La théorie d'Engels est très proche de celle élaborée par Marx. Parmi les deux auteurs, Engels est celui qui s'est attardé le plus à la question des nationalités. Mais ce qui le caractérise d'une façon plus particulière, c'est sa notion de nation historique — révolutionnaire— (qui ont le droit à leur indépendance)³³ et non historique —contre-révolutionnaire. Les nations non historiques ou «non viables», incluent celles «considérées comme éteintes» et les ethnies qui sont «restées au stade patriarcal ou féodal sans être capables de se développer en nations»³⁴, Engels inclut dans cette catégorie les nations slaves du Sud. Il attribue l'échec des révolutions libérales de 1848-1849 à leur caractère contre-révolutionnaire, contre la révolution historique. Michael Lowy soutiendra que Engels n'a pas compris l'échec des libéraux de 1848-1849, parce que «la révolution de 1848 est l'exemple classique d'une révolution qui échoue pour ne pas avoir résolu de façon radicale la question agraire et la question nationale... »³⁵. Cette pensée d'Engels se dessine à travers ses différents articles. Par conséquent, ceux-ci n'avaient pas la rigueur d'un ouvrage scientifique et le même statut qu'un ouvrage théorique³⁶.

Marx et Engels avaient une conception du problème national très contextuelle, voire même stratégique, laissant ainsi la porte grande ouverte à des définitions et interprétations de toutes sortes. Le droit à l'autodétermination est lui aussi balisé selon la conjoncture, le

³³Tout comme Marx, il inclut la Pologne (Marx croyait que l'indépendance de celle-ci aurait une influence sur le mouvement ouvrier) et l'Irlande.

³⁴Voir Engels: Le panslavisme démocratique. dans Économies et Sociétés, *Cahiers de l'I.S.E.A.*, t. 3, no. 7, juillet 1969, p. 1293 à 1312. Soulignons que la théorie d'Engels est très proche des auteurs classiques qui soutenaient que les grandes nations absorbaient les plus petites.

³⁵Michael Lowy, *Le problème de l'Histoire. op. cit.*, p. 373.

³⁶*Ibid.*, p. 374.

seul caractère limitatif de ce droit étant celui de correspondre aux objectifs ouvriers³⁷, principe qui sera inscrit dans les différentes Constitutions de l'État soviétique³⁸.

Les successeurs de Marx et d'Engels seront confrontés au dilemme opposant les plans théoriques —les intérêts internationaux du prolétariat— et stratégique —le soutien au mouvement de libération nationale et donc au droit à l'autodétermination des peuples. Internationalisme prolétarien puis internationalisme socialiste versus respect des spécificités nationales par la reconnaissance de l'indépendance, du droit des nations et du principe de la non-ingérence voilà très certainement des contradictions parmi les plus difficiles qu'auront à gérer les penseurs et les responsables politiques marxistes et soviétiques. L'URSS sera confrontée au dilemme portant sur la formation d'un État socialiste basé sur la notion de classe ou former une communauté multinationale mais qui, tout en reconnaissant les spécificités nationales, pourra à long terme déraciner les nations de leur culture afin de les fusionner.

³⁷Marx et Engels soutinrent ce principe notamment contre le tsarisme et l'empire autrichien.

³⁸Cet État reprendra à son compte l'idée que tous les ouvriers de toutes les nations tendent à exercer ce droit afin de s'unir dans un plus grand ensemble, soit l'État communiste. À partir de là, un raisonnement analogique peut suivre, si un peuple désire exercer son droit à l'autodétermination, c'est-à-dire la séparation, pourquoi le

2.2 KAUTSKY

À la fin du XIX^e siècle, les marxistes doivent affronter la confusion qui existe dans la terminologie et l'analyse même du problème national. Kautsky³⁹ contribua à définir les termes tels que Nation, État et peuple. Tout en se basant sur Marx et Engels et les traits caractérisant le monde occidental, Kautsky écrit: «l'État national est l'instrument principal de la formation de la nation moderne, il est le produit du développement du mode de production capitaliste, le marchand est l'agent historique de sa formation et la langue, véritable matière première par laquelle se font la liaison et la cohésion de la nation, qui lui confère son identité»⁴⁰.

La question des nationalités à la fin du XIX^e siècle semble reléguée dans une position subalterne, on croit que le problème se résorbera avec le progrès de la démocratie socialiste. Toutefois, l'émergence des problèmes nationaux à l'intérieur des Empires austro-hongrois et ottoman favorisa une réflexion. Kautsky souligne alors l'importance des intérêts nationaux pour les progrès économiques et démocratiques. Il appuie l'idée que les partis communistes nationaux travaillent en collaboration avec les autres mouvements, car lutte des classes et lutte nationale vont souvent de paire à l'intérieur de certains États. Il souligne que la langue constitue un lien solide dans les luttes politiques (liée à l'économie,

ferait-il dans un État communiste puisque contraire aux objectifs ouvriers, donc il faut y voir un mouvement national bourgeois derrière cette revendication, donc contraire aux principes du communisme.

³⁹ Membre et dirigeant de la social-démocratie allemande en 1880, il sera l'un des conseillers de Lénine. Sa théorie de la nation est inspirée de Weber.

⁴⁰ Karl Kautsky: *La nationalité moderne* parut en Allemand: « Die moderne Nationalität », *Neue Zeit*, 5, 1887, p. 442-451 et traduit dans *Les marxistes et la question nationale* p. 114-127.

à mesure que l'économie s'internationalisera, on se dirigera vers l'unification linguistique) et ce, même si lutte de classe et lutte nationale demeurent concurrentes (en raison de l'influence du nationalisme bourgeois). Même s'il réalise que les mouvements socialistes ne sont pas à l'abri du nationalisme éphémère, Kautsky écrit que «les excès nationalistes tout comme leur infiltration dans le mouvement ouvrier sont un combat d'arrière-garde d'une bourgeoisie en déclin»⁴¹.

2.3 ROSA LUXEMBOURG

Les socialistes de cette période se posent en défenseurs des peuples opprimés, une notion qui se modifiera avec Rosa Luxembourg⁴² pour qui l'intérêt de la classe prédomine celui de la nation. En effet, la finalité marxiste n'est-elle pas la fusion des nations en une unité supérieure? Rosa Luxembourg oppose à Kautsky l'idée de «l'harmonie des intérêts de toutes les classes»⁴³: il n'y a que les intérêts du prolétariat qui importent. La méthodologie qu'elle emprunta fut, dans un premier temps, économiste. Elle consacra une partie de ses écrits à la Pologne. L'indépendance de celle-ci n'est pour elle qu'une utopie, un vœu pieux⁴⁴, une idée féodale. La Pologne dépend trop du marché russe pour s'en séparer, sans compter que cette question implique l'Allemagne et la Prusse. En 1915, elle fit rupture

⁴¹Karl Kautsky cité dans Georges Haupt *et al.*, *op. cit.*, p. 38.

⁴²Fonda le Parti social démocrate du royaume de Pologne en 1893.

⁴³Rosa Luxembourg : « La question polonaise et le mouvement socialiste » article parut dans *Spawa Robotnicza*, no. 25, juillet 86, p. 83-89 et que l'on peut retrouver dans *Les marxistes et la question nationale*, p. 167-183.

⁴⁴Rosa Luxembourg : « La question polonaise au Congrès international de Londres, 1896 ». dans *Sprawa Robotnicza*,... *op. cit.*

avec la méthodologie de *l'économisme fataliste* pour aborder la question nationale d'une façon plus *politique*. Dans la *Brochure de Julius*, Rosa Luxembourg reconnaît le droit à l'autodétermination d'une façon très circonscrite, pouvant «se faire dans le cadre des États capitalistes et, en particulier colonialistes, existants»⁴⁵. Malgré cette évolution, Lowy reproche à Rosa Luxembourg d'avoir une vision encore trop économiste. Il considère qu'elle traite la question nationale essentiellement comme d'un «phénomène culturel». Elle renie le droit à l'indépendance politique, ce qui «est précisément une des principales formes de l'oppression nationale» et elle perçoit les mouvements de libération nationale comme étant «anachroniques». Elle sous-estime ainsi «le rôle révolutionnaire des alliés non prolétaires de la classe ouvrière»⁴⁶. Cette analyse amène Rosa Luxembourg à la conclusion que la révolution russe doit être purement ouvrière et non, comme le préconisera Lénine, «dirigée par le prolétariat». Elle n'a pas compris, selon Lowy, que la «libération nationale des peuples opprimés» n'est pas seulement valide pour la petite bourgeoisie, mais aussi pour «toutes les masses populaires, prolétariat compris»⁴⁷. Pour la réussite de son entreprise, Lénine savait qu'il devait composer avec les forces étrangères au mouvement de classe, spécialement avec les forces nationalistes.

Lénine reprocha à Rosa Luxembourg d'avoir «voulu généraliser à partir d'une situation spécifique et de refuser ainsi non seulement l'indépendance polonaise, mais celle de toutes les petites nations dominées»⁴⁸. Une polémique véhémement s'est engagée entre

⁴⁵Michael Lowy, *Le problème de l'Histoire. op. cit.*, p. 377.

⁴⁶*Ibid.*, p. 378.

⁴⁷Dans Lénine: *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*. Paris, Éd. du sociales, 1958, p. 125.

⁴⁸Extrait d'un article parut dans *Prosvechtchenie*, no. 4, 5, 6, avril-juin 1914.

ces deux auteurs et l'éclatement de la Première Guerre mondiale prouva à Rosa Luxembourg sa sous-estimation des nationalismes.

2.4 KARL RENNER

Karl Renner⁴⁹ se situe à «mi-chemin entre réformiste et révolutionnaire, nationaliste et internationaliste»⁵⁰. Cela s'explique par son désir de voir les droits des minorités nationales se faire reconnaître —par des réformes démocratiques et des concessions juridiques entre autres— afin de maintenir l'Empire de l'Autriche-Hongrie. La méthode employée par celui-ci est *juridico-constitutionnaliste*. Tout en élaborant un système fédératif dans le cadre d'un État multiculturel (représentatif des nations), Renner rejette le séparatisme. Selon ce dernier, il faut accorder au pouvoir central l'autorité décisionnelle et aux pouvoirs régionaux une autonomie culturelle. Les questions économiques doivent être prises en compte dans une perspective internationale. Dans ses écrits, on voit très bien que cet homme politique autrichien cherchait à maintenir l'unité de l'Empire autrichien. Michael Lowy nota son «absence de toute perspective de classe et de toute visée révolutionnaire», réduisant ainsi la question nationale «à une question administrative et constitutionnelle»⁵¹.

⁴⁹Homme politique autrichien, fut leader du Parti social-démocrate autrichien et a publié entre autres *L'État et la nation* en 1899.

⁵⁰Michael Lowy, *Le problème de l'Histoire. op. cit.*, p. 382.

⁵¹*Ibid.*, p. 383.

2.5 OTTO BAUER

Tout comme Renner, Otto Bauer⁵² est pour le maintien de l'État autrichien multinational, mais demeure opposé au nationalisme. Cependant, il aborde la question nationale d'un point de vue *psycho-culturel*. Il est plus réformiste que révolutionnaire, car il croit à la réorganisation des États (en entité fédérale), accordant une autonomie culturelle accrue aux régions (cette thèse trouvera des adeptes au Caucase⁵³). Il s'oppose à Kautsky qui n'identifie que la langue pour définir une nation. Il pose le postulat suivant: «La nation est l'ensemble des hommes liés par une communauté de destin en une communauté de caractère»⁵⁴, la culture nationale étant vouée à une modification constante. Cependant, à cause de leur situation, «les prolétaires de tous les pays possèdent des traits de caractère semblables»⁵⁵. À long terme, Bauer croit que les particularités nationales vont persister et ce, même avec l'avènement du socialisme, malgré l'atténuation des contradictions nationales. Bauer a la conviction que l'unité internationale se fera dans la diversité avant

⁵²Homme politique autrichien, ses écrits sur la question nationale deviennent plus nombreux après 1905, il a notamment produit *La question nationale et la social-démocratie* en 1907.

⁵³Hélène Carrère D'Encausse. *Le Grand Défi*. Paris, Flammarion, 1987, p. 34. Au tournant du siècle, la question nationale devint prioritaire pour l'ensemble de l'élite politique géorgienne. Par crainte de voir leurs troupes désertir le parti, les mencheviks géorgiens ont été poussés à adopter la thèse austro-marxiste afin de redéfinir les liens —plus égaux— avec l'État russe. Ce que feront d'ailleurs de nombreux autres groupes socialistes.

⁵⁴Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*. (La Question des nationalités et la social-démocratie) Vienne, Volksbuchhandlung, 1907, extrait traduit dans l'ouvrage: *Le problème de l'Histoire*. p. 46. Le destin commun, c'est avant tout l'histoire commune et la communauté de caractère, c'est en premier lieu la communauté de langue. Voir Hélène Carrère D'Encausse. *Le Grand Défi*. *op. cit.* p. 23.

⁵⁵Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*. (La Question des nationalités et la social-démocratie) Vienne, Volksbuchhandlung, 1907, extrait traduit dans l'ouvrage: *Le problème de l'Histoire*. p. 235.

même que ces particularités ne s'estompent. C'est l'infiltration «des éléments étrangers» dans une nation qui atténuera les différences⁵⁶.

De plus, Bauer s'oppose à la théorie des *États historiques* d'Engels pour qui une nation sans histoire est sans futur. Selon Bauer, le meilleur exemple que toute nation peut modifier sa destinée est celui des nations dans les Balkans. Ses positions, plutôt favorables au nationalisme qu'il semble, de prime abord, vouloir combattre, lui attireront les critiques de Kautsky, Pannekoek et de Strasser. En effet, sa théorie tend à s'écarter du marxisme qui veut la victoire du prolétariat. Dans sa méthodologie, le «culturalisme de Bauer joue le même rôle méthodologique que le jurisme de Renner: la dépolitisation de la question nationale».⁵⁷

Il importe de souligner que Renner et Bauer influenceront le programme des Mencheviks géorgiens au début du XX^e siècle.

2.6 JOSEF STRASSER ET ANTON PANNEKOEK

Josef Strasser et Anton Pannekoek⁵⁸, en opposition à Renner mais surtout à Bauer, soutiennent la supériorité de l'intérêt de classe sur l'intérêt national. Ils sont persuadés que le nationalisme est condamné à disparaître dans le socialisme. Le but recherché par les

⁵⁶Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*. op. cit., p. 240.

⁵⁷Michael Lowy, *Le problème de l'Histoire*. op. cit., p. 384.

deux auteurs: refouler une possible division du Parti social-démocrate autrichien «en sections nationales ou autonomes»⁵⁹. Cependant, ils se rallient, sans y croire réellement, à l'idée de Bauer concernant «l'autonomie nationale dans le cadre de l'État austro-hongrois multinational», celle-ci ne touchant pas à l'intégrité territoriale de l'État et ne devant pas altérer l'unité du parti. Par contre, tous deux sont d'accord qu'il faut travailler à anéantir le caractère national, fruit de la bourgeoisie, au profit du socialisme internationaliste. Pour l'auteur Michael Lowy, leur réflexion demeure incomplète en ce qui concerne le problème national et plus particulièrement la lutte des nations opprimées⁶⁰.

Quoique qu'il en soit, Kautsky, Bauer et Renner «vont les premiers s'attacher à comprendre le phénomène national et partant de là, à définir avec précision les relations entre la question nationale et la dynamique révolutionnaire [...] leur réflexion contribua à clarifier les positions des mouvements nationaux en Russie... »⁶¹.

2.7 STALINE

Voilà un auteur qui, une fois à la tête de l'U.R.S.S., se servira de ses écrits antérieurs sur la question nationale pour les dogmatiser: Josef Vissarionovitch Djougachvili-Staline⁶².

⁵⁸Leurs écrits ont paru en 1912.

⁵⁹Michael Lowy, *Le problème de l'Histoire. op. cit.*, p. 274 et 381.

⁶⁰*Ibid.*, p. 382.

⁶¹Hélène Carrère D'Encausse. *Le Grand Défi*. Paris, *op. cit.*, p. 21

⁶²Publié entre autres *La Question nationale et le marxisme*. (1914). Si je traite de Staline avant Lénine, c'est parce qu'il fut le premier à se pencher sur la question nationale dès 1905. En 1913, c'est Lénine qui lui demanda d'élaborer la question.

De plus, étant donné ses origines, il était Géorgien et sa mère Ossète, il comprend les différences nationales.

Au moment où Staline écrit sa définition de la nation en 1913, deux théories s'affrontent : celle du «programme autrichien appuyé par le Bund et les mencheviks, et le programme russe, bolchevik»⁶³. La valeur doctrinale des écrits de Staline n'en sortira que plus forte à la fin de la Première Guerre mondiale suite à l'éclatement de l'Autriche-Hongrie, dû en bonne partie aux divers mouvements nationalistes. Pour Staline, la social-démocratie a prouvé son inefficacité à faire valoir les intérêts internationalistes du prolétariat face aux mouvements nationalistes.

La nation constituée dans le capitalisme est, selon lui, vouée à disparaître. Staline est opposé à Bauer sur la question de l'autonomie nationale. C'est en un facteur favorisant la fragmentation des forces révolutionnaires. En ce sens l'autonomie nationale s'oppose à l'objectif de la lutte des classes. Le seul but de la social-démocratie consiste à organiser le prolétariat, si elle veut organiser la nation, elle ne peut s'adonner à réaliser l'unité et à bien organiser le prolétariat⁶⁴.

Staline donne une définition très précise de la nation:

⁶³J. Staline. *Le marxisme et la question nationale* écrit en 1913 et que l'on peut retrouver dans le recueil de texte regroupant tous les écrits de Staline sur la question nationale: *Le marxisme et la question nationale*, Paris, Éd. N. Bethume, p. 26. Voir la note en bas de page.

⁶⁴Georges Haupt *et al. op. cit.*, p. 323.

« La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture. »⁶⁵

Même si, de prime à bord, cette définition semble être celle qui prévaut aujourd'hui dans la communauté internationale, Staline à cette époque jette des balises très précises concernant ce que doit être une nation. D'abord, la nation n'est pas une communauté de race ou de tribu ce qui ne représenterait «qu'un conglomérat» hétérogène pouvant se dissoudre à tout moment selon les opportunités présentées à chacune d'entre elles. Même si la nation est formée à partir de ces deux éléments, la *race* et la *tribu* doivent totalement se fondre dans une unité plus grande, qui est la nation. Ensuite, une communauté stable ne constitue pas nécessairement une communauté nationale, parce que n'ayant pas une langue commune. Pour Staline, les États autrichien et russe, même stables, représentent des communautés d'États, parce que «la langue commune n'est pas obligatoire»⁶⁶. Cependant, une langue n'est pas nécessairement la caractéristique d'une nation, parce que celle-ci peut être parlée sur différents continents par différentes nations. La nation est également le «résultat de relations durables et régulières, le résultat de la vie commune des hommes de génération en génération»⁶⁷ vivant sur un même territoire⁶⁸. Autre caractéristique essentielle pour Staline, la «liaison économique interne, soudant les diverses parties de la

⁶⁵ Il définit expressément ceux qui ne forment pas une vraie nation, parce que n'ayant pas tous les éléments de cette définition, par exemple: Juifs russes, galiciens, américains, géorgiens... Car « seule, la présence de tous les indices pris ensemble nous donne une nation ». J. Staline, *Le marxisme et la question nationale. op. cit.*, p. 33.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 30.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 31.

⁶⁸ C'est en se basant sur cette définition de la nation que Staline créa en 1934 la région autonome juive en Sibérie orientale. Cette création devait demeurer illusoire étant donné que les juifs y furent minoritaires et peu enclins à quitter la partie occidentale de la Russie —où ils étaient concentrés— pour la Sibérie.

nation en un tout unique»⁶⁹. Sur la base de cette constatation, Staline affirme que les Géorgiens ne formaient pas une nation avant la seconde moitié du XIX^e siècle, c'est-à-dire avant l'abolition du servage. Ils étaient divisés en principautés, donc privés de vie économique commune. À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, les Géorgiens purent former une nation par l'unité économique —capitaliste—, les principautés étant défaites. Dernière caractéristique étudiée par Staline, la *formation psychique* (caractéristiques culturelles) qui se traduit dans une communauté de culture. En plus des conditions de vie, ce sont les conditions d'existence différentes de chaque nation qui forgent les particularités de la culture nationale⁷⁰.

À partir de cette définition, on peut comprendre en partie les buts des transformations en U.R.S.S. dirigées par Staline. Pour former la nation soviétique, Staline força la fusion des peuples afin de former une nouvelle nation stable. En plus d'habiter sur un même territoire, Staline a tenté d'inculquer aux différents peuples une culture socialiste commune —imprégnée de la culture russe— avec une langue commune —le russe, qui deviendra ainsi la langue des communications et des échanges. La vie économique commune fut également développée, par la généralisation de la propriété collective, et par l'intégration régionale découlant de l'imposition comme mode dominant de régulation économique de la planification centralisée impérative. Bref, Staline a tenté d'établir des liens entre la théorie et la pratique.

⁶⁹J. Staline. *Le marxisme et la question nationale*. p. 31.

⁷⁰*Ibid.*, p. 32.

Avant même que Staline n'ait complété sa réflexion sur la question nationale, Lénine dit de celui-ci en 1913: «Ce merveilleux Géorgien s'est mis à écrire pour *Prosvechtchenie*⁷¹ un grand article après avoir réuni toute la documentation autrichienne et autre... ». Certains reconnaîtront l'influence de Lénine derrière ses écrits. Toutefois, cette critique de Staline, à savoir s'il est véritablement le seul auteur de ses écrits, «loin de discréditer Staline et d'apporter la preuve de sa médiocrité» légitimera l'image qu'il veut projeter: «celle d'un collaborateur étroit de Lénine qui jouit de toute sa confiance»⁷². Cependant, bien que certains passages soient conformes à la ligne de pensée de Lénine, ce dernier se dissociera de certains concepts avancés par Staline. Si Lénine n'y voyait qu'une contribution, Staline confèrera à ses écrits la place de «théorie de la nation des marxistes russes [...] seule théorie juste»⁷³.

Ce qui différencie Staline de Lénine, c'est sa théorie *psychologique* des nations qui n'est pas léniniste, c'est-à-dire qu'il y a une *formation psychique* et des *particularités psychologiques* pour chaque nation⁷⁴. C'est aussi sa définition de la nation qui est «rigide et arbitraire», et qui n'est pas une caractéristique des écrits de Lénine. Cette définition aura pourtant un impact considérable, ouvrant la voie à l'union forcée de nations. Lénine rappela pourtant que la liberté d'association est «indiscutable et ne peut être considérée que d'un point de vue routinier et bureaucratique»⁷⁵. Dans le même ordre d'idées, et cela sera fondamental pour l'avenir, contrairement à Lénine, «Staline ne fait aucune distinction entre

⁷¹Revue bolchevique.

⁷²Georges Haupt *et al. op. cit.*, p. 306.

⁷³Joseph Staline. *Oeuvres complètes*. t. 11, p. 333-334.

⁷⁴La *théorie de la psychologie* sera critiquée par Lénine dans *Questions de politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*. Éd. Sociales, Paris, 1958, p. 64.

le nationalisme oppresseur grand-russe tsariste et le nationalisme des nations opprimées»⁷⁶. Cette divergence d'opinion éclatera en 1922 sur la question nationale en Géorgie⁷⁷. Lénine qualifiera alors Staline de «brutal argousin (*derjhimorda*) grand-russe»⁷⁸.

2.8 LÉNINE

Quant à Lénine⁷⁹, premier et principal architecte de l'État socialiste, il utilise la méthode du marxisme classique pour analyser la Russie et ses particularités. La révolution de 1905 engagea en effet Lénine dans une profonde réflexion sur l'organisation du parti et la tactique révolutionnaire. Il arrive à la conclusion que le parti doit être discipliné et composé de révolutionnaires professionnels. À la différence de Marx qui considère la Russie comme un pays barbare, Lénine croit que la révolution socialiste peut se réaliser à partir du maillon faible de l'impérialisme. Autre différence importante: «Unlike Marx, who tended to think that history itself would make revolution, Lenin based all his thinking on the promise that revolutions have to be organized»⁸⁰.

Au début du XX^e siècle, après que le Bund se soit approprié de la question nationale et que le parti social-démocrate de Russie ait refusé (jusqu'au II^e congrès du

⁷⁵Lénine. *Questions de politique nationale et de l'internationalisme prolétarien. op. cit.*, p. 57.

⁷⁶Michael Lowy, *Le problème de l'Histoire. op. cit.*, p. 387.

⁷⁷Voir *Le dernier combat de Lénine*.

⁷⁸Georges Haupt *et al. op. cit.*, p. 327. Citation prise dans le *Testament de Lénine*.

⁷⁹Vladimir Illitch Oulianov dit LÉNINE. Chef de la majorité bolchevik du Parti ouvrier social-démocrate russe en 1903.

P.O.S.D.R. en 1903) d'intégrer cette question dans son programme, Lénine établit deux lignes directrices concernant la question des nationalités en Russie:

« [...] l'autodétermination nationale en tant que revendication programmatique; et l'exigence de l'unité du parti dont la structure doit transcender les divisions nationales, font partie de la problématique du marxisme russe »⁸¹.

De toute évidence, en reconnaissant le principe du droit à l'autodétermination, c'est-à-dire la séparation pure et simple, Lénine cherche à capter la force des mouvements nationaux pour les diriger au profit de la Révolution. Cependant, il en va autrement du parti qui, à compter de 1912, amène Lénine à se prononcer contre l'éclatement du parti en division nationale, car le parti symbolise l'unité des travailleurs contre l'oppression nationale. En d'autres termes, si Lénine reconnaît le droit à l'autodétermination, il insiste en revanche sur l'importance de l'unité du parti et du mouvement communiste. Cette conviction permettra éventuellement à Staline d'insister sur la nécessité de maintenir l'unité des partis communistes. Or, ces partis dominant l'État, cela vient à réduire dans les faits l'exercice de leur souveraineté. Brejnev utilisera aussi cette logique lorsqu'il définira la théorie de la souveraineté limitée.

Dans le programme de Lénine, le prolétariat russe doit admettre le principe de l'autodétermination qui est essentiel, même s'il est «une exception à la prémisse générale, le centralisme»⁸² et ce, pour quatre raisons, l'autodétermination:

⁸⁰Robert C. Tucker. *The soviet Political Mind: Stalinism and Post-Stalin change*. New York, W.W. Norton and company inc., 1971, p. 10.

⁸¹Lénine. *Oeuvres*. t. 20, p. 231.

⁸²Lénine. « Lettre à Choumian ». *Oeuvres*, Moscou, t. 19 p. 538.

1. assure de nouveaux alliés et l'utilisation d'un potentiel révolutionnaire immédiat;
2. endigue les forces centrifuges à l'intérieur du parti;
3. revêt une valeur pédagogique en tant que meilleur moyen pour immuniser le prolétariat contre le nationalisme et l'éduquer dans un esprit internationaliste;
4. permet de lever l'obstacle le plus grave qui se dresse devant les prolétaires de la nation dominante, la contamination par le nationalisme grand-russe qui les abêtit, décervelle, désunit.⁸³

La liberté de séparation, dans un premier temps, permettra (obligatoirement) une liberté d'union dans un deuxième temps et ce, sur la base d'une confiance mutuelle entre nations⁸⁴. L'autodétermination est un «moyen de réaliser l'alliance des forces capables de provoquer l'effondrement de l'Empire tsariste, alliance nécessaire compte tenu de la faiblesse de la classe ouvrière»⁸⁵. Les concessions faites par Lénine ne seront que temporaires, voire «stratégiques», car le seul but demeure la victoire du prolétariat. H. Carrère d'Encausse dira même qu'il est «hanté par la volonté de maintenir la nation dans un cadre étroit et temporaire, et d'en neutraliser le concept politique grâce au concept de culture internationale».⁸⁶ De plus, elle ajoute que Lénine voit les nations comme «une catégorie transitoire sans valeur intrinsèque que l'on doit utiliser à la seule fin de la faire ensuite disparaître»⁸⁷. D'ailleurs, il transgressera ce principe au profit du parti et des impératifs économiques de la Russie.

⁸³Lénine. *Oeuvres*. t. 20, p. 231-232.

⁸⁴Voir Georges Haupt *et al. op. cit.*, p. 388 et Hélène Carrère D'Encausse. *Le Grand Défi. op. cit.* p. 58.

⁸⁵Hélène Carrère D'Encausse. *Le Grand Défi. op. cit.*, p. 43.

⁸⁶*Ibid.*, p. 57.

7.9 TROTSKY

Trotsky, pour sa part, commença à s'intéresser à la question nationale à partir de 1914. Il croit que la guerre, résultat de la contradiction des forces productives tendant vers l'économie mondiale, et le cadre étroit des États nationaux provoqueraient la destruction de l'État national en tant qu'entité économique indépendante⁸⁸. De plus, Trotsky se prononce en faveur d'une centralisation économique afin d'unir le mouvement ouvrier au-delà de l'État national. Tout comme Rosa Luxembourg, Trotsky analyse la nation d'un point de vue économique, mettant de côté des réalités politiques.

Paradoxalement, Trotsky est pour l'autodétermination des peuples afin de faire régner la paix —il vise alors principalement l'Empire tsariste qui assujettit les nations. Après 1917, ayant rejoint les rangs bolcheviks, Trotsky adopte les thèses léninistes concernant la question nationale⁸⁹.

Ce chapitre nous a permis de mettre en perspective différents auteurs marxistes les uns par rapport aux autres. Parce qu'à la base Marx et Engels n'avaient pas élaboré une théorie formelle de la nation, nous retrouvons deux tendances opposées : reconnaissance des particularités nationales et internationalisme. Marx et Engels avaient une conception contextuelle et stratégique de la question nationale et ce, même s'ils étaient convaincus que

⁸⁷ Hélène Carrère d'Encausse. « Unité prolétarienne et diversité nationale ». *Revue française de science politique*. XXI, no. 2, avril 1971, p. 230, cité dans Georges Haupt *et al. op. cit.*, p. 59.

⁸⁸ Voir entre autres: *La Guerre et l'Internationale de 1914*.

⁸⁹ Voir: *Histoire de la révolution russe* de Trotsky.

la nation allait disparaître. Staline reprendra en quelque sorte la théorie d'Engels sur la *nation historique* ou *grande nation*. Toutefois, avec Staline, c'est la nation russe qui deviendra le modèle à suivre pour les autres nations. Cela deviendra plus évident au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

Comme nous l'avons vu, Kautsky donne une définition de la nation et Staline en sera inspiré. Kautsky est en faveur de la collaboration des partis communistes nationaux avec les autres mouvements, même nationalistes, dans le but d'obtenir la victoire du socialisme. Il croit que les mouvements nationaux sont voués à disparaître, qu'ils sont un mouvement d'arrière garde d'une bourgeoisie en déclin. Sur cet aspect, pour des raisons stratégiques, Lénine a une politique nationale qui se rapproche de Kautsky, et se prononce en faveur de la reconnaissance du droit à l'autodétermination des nationalités au sein de la Russie tsariste afin d'assurer la victoire de la Révolution. Toutefois, pour Lénine, c'est au Parti, unifié, de guider les forces révolutionnaires. C'est ce principe de l'unité du Parti qui justifiera plus tard les mesures centralisatrices de Staline.

À l'opposé de Rosa Luxembourg, pour qui il n'y a que l'intérêt de la classe ouvrière qui compte, nous retrouvons Renner et Bauer. Ces derniers ont une vision plus multinationale. Ils croient que l'assimilation ou la fusion entre les peuples est un processus de longue durée. Ils se prononcent en faveur des concessions pour les minorités nationales, non pas pour assurer la victoire du socialisme, mais pour maintenir l'Empire de l'Autriche-Hongrie. À la même époque, à l'aube de la Révolution, Staline s'oppose au programme autrichien, parce qu'il est incapable de faire valoir les intérêts internationalistes du

prolétariat. La chute de l'Autriche-Hongrie donna raison à Staline, ce qui l'aidera à justifier son intervention contre les Mencheviks géorgiens qui avaient adopté les principes autrichiens.

Dans la pratique, Staline ajustera sa théorie à l'égard des nationalités. Tout en cherchant à construire un homme nouveau, *l'homo sovieticus*, il reconnaîtra les spécificités des nationalités en leur octroyant une reconnaissance et une représentation politique. Du même coup, il utilisera ces spécificités pour contrer les désirs de séparation de certaines républiques et ainsi maintenir un contrôle sur l'ensemble de l'URSS. Il légitimera son pouvoir et ses politiques à partir des principes marxistes. Bref, une fois au pouvoir, Staline tentera, concrètement, de réconcilier la théorie et la pratique.

Afin de mieux comprendre les pratiques staliniennes en Géorgie, nous devons cependant analyser plus en profondeur l'évolution de la pensée stalinienne à l'égard des nationalités. Le chapitre trois se concentrera sur cette analyse.

CHAPITRE III

DE LA THÉORIE À LA RÉALITÉ POLITIQUE: DU DROIT À LA SÉPARATION (1913) AU RAPPROCHEMENT FORCÉ DES NATIONS

Dans le présent chapitre, je traiterai principalement des écrits de Staline et des décisions prises par le parti bolchevik portant sur la période allant de 1913 à 1923. 1922 est une année de bouleversements provoqués par la création de l'U.R.S.S. par des moyens brutaux, les méthodes employées par Staline étant par ailleurs dénoncées par Lénine. Gravement malade à l'époque, Lénine voit également faiblir son influence à l'endroit de Staline et du Parti bolchevik dans son ensemble. Comme nous pourrons le constater, la définition du problème national connaît alors une évolution qui l'éloignera considérablement de celle élaborée en 1913. La théorie est progressivement ajustée à la réalité politique. Staline deviendra, dans les années vingt, le premier praticien des principes marxistes.

3.1 LE MARXISME ET LA QUESTION NATIONALE

Avant la révolution, le Parti reconnaissait sans équivoque les principes tels que le droit à la séparation et le droit à l'éducation dans la langue nationale. Cependant, leur définition et leur mise en application concrète demeurèrent vagues jusqu'après la

révolution. Bref, le parti était prêt à soutenir n'importe quel mouvement révolutionnaire dirigé contre le tsarisme en Russie. Staline diluera considérablement ce droit à la séparation au nom des intérêts supérieurs du prolétariat.

Le premier écrit de Staline, **le marxisme et la question nationale** (1913)⁹⁰, se situe dans un contexte d'avant-guerre, alors que deux programmes sur la question nationale s'affrontaient. Il y avait d'une part le *programme autrichien* (qui rassemblait les mencheviks et le Bund), préconisant une autonomie extra-territoriale (sans réelle distinction de classe) et d'autre part, le *programme russe* (bolchevik). Staline y critiquait le programme autrichien parce qu'il favorisait une union des nationalités autonomes indépendamment du territoire.

Staline alla plus loin dans la critique du programme autrichien. Il prétendit que la social-démocratie autrichienne ne cherchait pas à organiser le prolétariat, puisqu'elle avait substitué le principe de la lutte des classes pour celui, plus bourgeois, de la nationalité. De plus, le programme autrichien favorisait la création de partis nationaux au lieu d'un Parti unique rassemblant toutes les nationalités, ce qui aux yeux de Staline ne faisait que contribuer à diviser le mouvement ouvrier. Ce qui était anti-marxiste était nuisible à l'union du prolétariat.

Le démembrement de l'Autriche-Hongrie après la Première guerre mondiale convainquit Staline de la justesse de sa théorie.

Pour Staline, «la nation n'est pas simplement une catégorie historique, mais une catégorie historique d'une époque déterminée, de l'époque du capitalisme ascendant»⁹¹. La nation représente un marché pour la bourgeoisie et elle cherche à le protéger. Pour ce faire, elle alimente le nationalisme dans l'esprit de la population. Elle utilise le peuple pour sa cause, représentant donc un danger pour la cause prolétarienne en empêchant le rassemblement de tous les prolétaires.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, Staline favorise la solution qui permet à toutes les nations de disposer d'elles-mêmes. La nation «a le droit de se séparer complètement. La nation est souveraine, et toutes les nations sont égales en droits»⁹². Cependant, Staline prend soin d'ajouter que la social-démocratie n'a pas à accepter n'importe quelle revendication de la nation. Étant donné que la nation est constituée de plusieurs classes, la social-démocratie doit avant tout se porter à la défense des intérêts du prolétariat contre la bourgeoisie qui tente d'attiser les luttes entre nations. Par conséquent, la social-démocratie (russe) s'engage à lutter contre cette oppression.

Quoique Staline reconnaisse le droit d'une nation à décider librement de son sort, il soutient qu'il y a des conditions particulières quant à la séparation d'une nation et qu'il n'y a en fait aucune solution commune⁹³. La Russie et l'Autriche doivent par conséquent

⁹⁰ J. Staline. *Op. cit.* p. 25-92

⁹¹ Article paru pour la première fois en 1913 dans les numéros 3-5 de la revue bolchevik *Prosvechtchénié*: « Le marxisme et la question nationale et coloniale ». Paris, Éd. Norman Béthume, p. 38.

⁹² *Ibid.*,

⁹³ *Ibid.*, p. 45-50.

suivre des voies différentes. L'Autriche tente de résoudre la question nationale par des moyens parlementaires, un parlement qui est souvent paralysé. Par contre, pour la Russie, Staline opte pour des actions plus résolues, puisqu'il est impossible d'espérer une réforme quelconque de l'autorité tsariste.

Staline fait également une dure critique à l'égard du Bund qui avait appuyé le programme autrichien et qui favorisait un fédéralisme décentralisé. Pour Staline, l'autonomie nationale mène au nationalisme et encourage la conservation des particularités nationales nuisibles. Cette isolation de la nation —surtout des ouvriers juifs— va, aux dires de Staline, à l'encontre de l'internationalisme prolétarien, puisqu'en affaiblissant le Parti ouvrier on détruit le sentiment de solidarité chez les ouvriers⁹⁴.

À propos du Caucase⁹⁵, où les mouvements nationaux s'intensifiaient et où l'on retrouvait des appuis importants aux programmes autrichien et du Bund, Staline souligne les effets contagieux du nationalisme auprès des socio-démocrates caucasiens —liquidateurs— qui ont épousé le principe de l'autonomie culturelle-nationale. Ce principe détruit, selon Staline, les bases de l'internationalisme⁹⁶.

Dans le cas du Caucase, notamment en Géorgie, Staline croyait que l'autonomie nationale était impossible à implanter en raison de la présence de peuples vivant à l'État

⁹⁴ *Ibid.*, p. 61-75.

⁹⁵ En 1914, une légion géorgienne se formera et s'alliera aux Turcs pour combattre les Russes.

⁹⁶ Le concept d'autonomie *culturelle-nationale* avancé par les Caucasiens a fait surface en 1912. Voir *Izveshchenie o konferentsii organiztsii RSDRP*, Vienne, 1912, p. 23-44. Dans les Résolutions et décisions du

primitif: Adjare, Abkhaze, ... et des autres en voie d'assimilation, comme les Ossètes. La question nationale, au Caucase, «ne peut être résolue que dans le sens que les nations et les peuples attardés doivent être entraînés dans la voie générale d'une culture supérieure»⁹⁷. Staline favorisera le développement et le renforcement des cultures —particulièrement la langue— tout en reconnaissant, à divers degrés, leur entité politique. Par exemple, l'Abkhazie et l'Adjarie furent intégrées à la Géorgie en 1921 et obtinrent en 1930 le statut de républiques autonomes au sein de la Géorgie, ce qui ne fera que renforcer leur identité nationale. Par ces gestes, Staline ne fera qu'alimenter les tensions entre les deux peuples. Cette reconnaissance politique dans l'union posait les jalons du principe «diviser pour mieux régner». Le pouvoir central soviétique s'assurait ainsi de garder le contrôle de l'extrémité sud de son territoire puisqu'il avait pris l'engagement de protéger les Abkhazes contre toute menace géorgienne⁹⁸.

Staline affirme que les nations auront toujours le droit de disposer d'elles-mêmes, personne ne peut intervenir par la force. Par contre, cela ne veut pas dire que la social-démocratie (russe) ne fera pas d'agitations contre les éléments nuisibles⁹⁹. Comme nous le verrons, devant l'inefficacité des mesures propagandistes entreprises par le régime des soviets pour intégrer la Géorgie sous son influence, Staline finira par opter pour l'utilisation de la force.

Parti communiste. « On the question of National-Cultural Autonomy ». *The Russian Social Democratic Labour Party*. Toronto, 1974, UTP, Vol. 1, p. 167.

⁹⁷ J. Staline, *op. cit.*, p. 78.

⁹⁸ À noter, l'Abkhazie a, depuis 1978, demandé à plusieurs reprises son annexion avec la Russie. Cette dernière c'est toujours garder d'accepter cette requête, puisque qu'une telle indépendance revenait à perdre un certain droit légitime d'intervenir dans les affaires géorgienne. D'ailleurs, au cours des années 1990, les

Toujours en 1913, Staline favorise pour la Russie —plus tard pour l'ensemble de l'URSS— de rassembler toutes les nationalités sous un même Parti. Car, en plus d'éduquer l'ouvrier dans un esprit internationaliste, le Parti brise les barrières et l'isolement des nations. Au même moment, en 1913, le Comité central du Parti reconnaissait le droit à l'autodétermination des nations, mais en contrepartie, il s'octroyait le droit de juger de l'opportunité et de la concordance avec les intérêts de la lutte des classes¹⁰⁰. Déjà, l'orientation du Parti concernant la question nationale concordait bien avec celle de Staline¹⁰¹. Cette position du Parti, quoique très vague, demeurera la même jusqu'en 1917.

Entre 1913 et 1917, le mouvement révolutionnaire continuait de s'organiser en Russie. C'est dans ce contexte que Staline présenta et fit adopter, par le parti, son **rapport sur la question nationale** (mai 1917)¹⁰².

3.2 RAPPORT SUR LA QUESTION NATIONALE

Le rapport pose les bases qui empêcheront l'indépendance des nations en Russie. C'est la première fois que le parti en entier accorde une attention importante à la question

tensions entre Abkhazes et Géorgiens servirent une fois de plus à légitimer l'intervention de la Russie en territoire géorgien, et de soumettre, une fois de plus, la Géorgie à son influence.

⁹⁹ J. Staline. *Op. cit.*, p. 82.

¹⁰⁰ Dans « Meeting of the Central Committee », du 23 septembre au 1 octobre 1913. *The Russian Social Democratic Labour Party*. Toronto, 1974, UTP, Vol. 1, p. 178.

¹⁰¹ Pour plus de détails, voir « On the Nationality Question ». *The Russian Social Democratic Labour Party*. Toronto, 1974, UTP, Vol. 1, p. 180-181.

nationale. Comme à l'accoutumée, Staline est ambigu en ce qui concerne les droits des nations et tend à simplifier la complexité que peut représenter la mosaïque nationale. Fait à souligner, qui laisse présager les futures purges; Staline dénonce la présence des forces destructrices qui soutiennent l'oppression nationale et dont il faut se débarrasser: la vieille aristocratie, les groupes d'impérialistes et la petite bourgeoisie que l'on retrouve chez une partie des intellectuels et des couches supérieures de la classe ouvrière. De plus, Staline rejette définitivement la division du parti selon les nationalités mais garantit tout de même le droit des minorités au libre développement, à l'intérieur d'une autonomie régionale. Toutefois, le Parti doit demeurer un parti unifié, et non divisé selon les territoires nationaux.

Staline continue d'appuyer ouvertement le droit à la libre séparation, tout comme le Parti, mais il soutient ouvertement que c'est au Parti de juger pour chaque cas. Pour sa part, il se prononce officiellement:

« ... contre la séparation de la Transcaucasie, en tenant compte du développement commun à la Transcaucasie et à la Russie, de certaines conditions de la lutte du prolétariat, etc. Mais si les peuples de la Transcaucasie réclamaient néanmoins la séparation, ils se sépareraient certainement, sans rencontrer aucune opposition de notre part »¹⁰³.

Comme nous le verrons, tous les prétextes seront bons pour intervenir au Caucase et pour faire obstacle à l'indépendance. Nous y reviendrons dans le quatrième chapitre.

¹⁰² J. Staline. *Op. cit.* p. 93-100.

3.3 LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LA QUESTION NATIONALE

La révolution d'octobre et la question nationale (1918)¹⁰⁴ fut écrit suite à la victoire de la révolution, bien que la lutte à l'endroit des contre-révolutionnaires se poursuivait en périphérie. C'est le communisme de guerre. La Russie se trouvait amputée de territoires acquis par la Russie tsariste: proclamation de l'indépendance de la Biélorussie, de la Géorgie¹⁰⁵, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. De plus, les mouvements nationaux des «républiques» commençaient à gagner l'intérieur de la Russie. On pointe du doigt la périphérie qui est dirigée par des gouvernements dit *bourgeois* et qui du fait même, représente une menace pour le nouveau pouvoir. Staline affirme que ces bourgeois ne font que remplacer le tsarisme et continueront à opprimer les minorités. Il est persuadé que les prolétaires sont opposés à ces gouvernements contre-révolutionnaires et qu'ils veulent s'associer à la Russie pour les vaincre¹⁰⁶. Staline entend bien aider ces prolétaires, croyant à cette époque que la révolution ne peut survivre et se limiter au seul territoire de la Russie et qu'elle doit s'étendre sur plusieurs fronts afin de vaincre l'impérialisme mondial.

Staline soutient dans son rapport en 1918 que la question nationale est en constante évolution, qu'il n'y a rien d'absolu et qu'elle est dépendante des conditions sociales, du pouvoir établi et du développement social. D'ailleurs, sa perception des mouvements nationaux en périphérie a changé de contenu. En Géorgie par exemple, pour Staline, le

¹⁰³ Rapport sur la question nationale, présenté à la VII^e Conférence du P.O.S.D.R. le 29 avril 1917.

¹⁰⁴ J. Staline. *Op. cit.* p. 101-113.

¹⁰⁵ Indépendance qui fut reconnue par Lénine et Trotsky en mai 1920.

¹⁰⁶ J. Staline. *Op. cit.* p. 101 à 113.

mouvement national est devenu un mouvement libérateur bourgeois, dirigé par des intellectuels et des bourgeois¹⁰⁷. Cette analyse de la situation légitimera l'intervention en Géorgie et les purges qui suivront¹⁰⁸.

Toutefois, tout le problème de l'application de l'organisation politique (voire administrative) des diverses régions reste à résoudre d'une façon concrète. Devant les problèmes que pose la périphérie, Staline continue de dépouiller (ou de préciser, selon la position dans laquelle on se place) le sens du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

3.4 PROGRAMME DU PARTI

Fait à retenir, les écrits de Staline, quoique plus radicaux, concordent en bonne partie avec **le programme du parti (adopté en mars 1919)** qui donne au parti un rôle de plus en plus dirigiste. À l'avenir, le Parti entend s'inspirer des principes suivants pour régler la question nationale, dont le droit d'une nation à l'indépendance:

- Au tout premier plan est placée la politique du rapprochement entre les prolétaires des diverses nationalités pour le renversement des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

¹⁰⁷ J. Staline. *Op. cit.* p. 101 à 113.

¹⁰⁸ Après avoir reconnu le droit à la libre disposition, on craignait que la Russie perde ses territoires et par le même fait toute son influence sur la périphérie, ce qui aurait eu des conséquences tragiques sur son économie (ressources) et sa défense stratégique. De plus, on craignait que les mouvements menant à la séparation gagnent toute la Russie.

Dans les années 1990, après avoir accepté l'indépendance des anciennes républiques soviétiques, la Russie a rétabli, sous une autre forme, le contrôle de la destinée de ces mêmes républiques et ce, encore sous l'influence de prérogatives stratégique et économique. Autrefois prétextant la menace de l'impérialisme, le pouvoir aujourd'hui dit craindre la menace de l'intégrisme islamique.

- Établir pour les nations l'égalité complète, reconnaître aux colonies et aux nations ne jouissant pas de la plénitude des droits, celui de se séparer pour se constituer en État. (Cet extrait donne une indication quant à la future politique extérieure de l'U.R.S.S.)
- Le Parti préconise comme une des formes de transitions dans la voie vers l'unité complète l'union fédérative des États organisés sur le type soviétique.
- Sur la question à savoir qui représente la volonté de la nation à se séparer, le Parti adopte le point de vue historique des classes sociales, en tenant compte du degré de développement historique de la nation : c'est-à-dire de la voie menant du Moyen-Âge vers la démocratie bourgeoise, et de la démocratie bourgeoise vers la démocratie soviétique ou prolétarienne¹⁰⁹.

Bref, il revient au Parti de juger du bien-fondé du droit d'une nation d'exercer son droit à l'autodétermination ainsi que de décider pour la nation de la voie à suivre vers le communisme.

3.5 LA POLITIQUE DU POUVOIR DES SOVIETS DANS LA QUESTION NATIONALE EN RUSSIE

En ce qui concerne **la politique du pouvoir des soviets dans la question nationale en Russie** (1920)¹¹⁰, l'union entre le centre et la périphérie devient une priorité dans la lutte contre l'impérialisme. Cette fois, d'une façon claire, on rejette totalement les revendications séparatistes en périphérie du territoire russe. Ces revendications deviennent

¹⁰⁹ Voir dans *Programme du Parti*, adopté par le VIII^e Congrès du PCR, en mars 1919.

¹¹⁰ J. Staline. *Op. cit.* p. p.114-124.

par conséquent contre-révolutionnaires. Laisser aller la périphérie reviendrait à la laisser aux mains de l'impérialisme, ce qui renforcerait sa positions aux dépends de la révolution russe.

Au début des années 1920, la révolution tombait progressivement dans l'isolement, se déroulant dans un seul pays. La sauvegarde et la consolidation d'anciens territoires de la Russie tsariste devint un enjeu important contre la menace impérialiste. Le processus de centralisation, ayant pour objectif la survie de la révolution, se mit en marche. D'ailleurs, l'introduction de la NEP influença la centralisation des pouvoirs afin, disait-on, d'être en meilleure position contre l'influence bourgeoise. On commença à élaborer des principes qui serviraient à la division administrative dans le but de rapprocher le prolétariat (arriéré) de la périphérie avec celui de la Russie.

Cette fois, Staline donne un choix sans équivoque, les nations ont le choix de se soumettre au joug de l'impérialisme ou de s'allier avec la Russie, il n'y a pas de troisième voie. Pour appuyer son affirmation, Staline allègue que la Géorgie n'est pas indépendante, puisque soumise à l'impérialisme¹¹¹. Il ira encore plus loin dans un article publié dans la Pravda: «Or, les intérêts des masses populaires disent que revendiquer la séparation de la périphérie au stade actuel de la révolution c'est profondément contre-révolutionnaires»¹¹². La table est mise pour l'invasion de la Géorgie en février 1921.

¹¹¹ J. Staline. *Op. cit.*, p. 114 à 124.

¹¹² *Pravda*, no. 226, 10 octobre 1920.

Dans son rapport en 1920, Staline, très pragmatique, aborde des points qui évoquent les intérêts géostratégiques de la Russie. Il dit entre autres que la survie de la révolution en Russie dépend de l'aide des régions périphériques, notamment en ce qui a trait à leurs richesses naturelles nécessaires à l'économie russe. En retour, Staline soutient que la Russie peut aider au développement des peuples moins évolués en développant leurs propres institutions nationales, ce que l'impérialisme ne peut faire. Il prend également position pour le concept d'une fédération dans laquelle on favoriserait un rapprochement entre les peuples prolétaires. De plus, il croit qu'en éduquant la périphérie, elle se rapprochera du centre. Pour ce faire, Staline entend créer des institutions nationales qui seront nationales quant à la forme (la langue entre autres), et soviétiques quant au contenu¹¹³. Par exemple en Géorgie, le contenu de l'enseignement sera modifié pour qu'il fasse la démonstration d'un développement commun et d'un rapprochement graduel et naturel entre la Russie et la Géorgie, ce qui légitimera l'union de ces deux nations.

Tout en promouvant la nouvelle culture soviétique, Staline tente de se faire rassurant auprès des enseignants locaux qui redoutent les répressions éventuelles —et pour cause. Il propose de les sensibiliser au travail soviétique, c'est-à-dire de les intégrer, mais il croit tout de même qu'il faut former dès maintenant les futurs cadres¹¹⁴, ce qui laisse présager des remplacements éventuels, notamment par des purges.

¹¹³ J. Staline. *Op. cit.*, p. 121. La création d'institutions nationales (politiques et culturelles) aura pour effet le maintien et le renforcement des cultures nationales.

¹¹⁴ J. Staline. *Op. cit.*, p. 122.

3.6 LES TÂCHES IMMÉDIATES DU PARTI DANS LA QUESTION NATIONALE

En février 1921, les Bolcheviks réussirent à prendre le contrôle de la Géorgie en faisant jouer les ressentiments des minorités nationales contre l'autorité géorgienne. L'intervention de l'Armée rouge sous prétexte de répondre à l'appel des communistes locaux et de vouloir calmer les mouvements nationaux fut un élément clé pour légitimer le processus de soviétisation qui allait suivre en Géorgie. Si l'on se base sur les principes élaborés précédemment par Staline, le pragmatique, la Géorgie représentait pour la Russie et l'U.R.S.S. un atout important, notamment pour ses ressources naturelles et sa situation géostratégique (voisine de la Turquie, voisine de la Russie, ports sur la mer Noire). Rappelons que la Géorgie avait été, avant 1921, occupée par les Turcs et les Britanniques, et que cette situation avait préoccupé le régime soviétique quant à l'accessibilité des ressources. Cette situation ne devait plus se représenter. De plus, des régions comme l'Adjarie et l'Abkhazie obtiendront le statut de républiques autonomes dès 1930 à l'intérieur de la Géorgie. Serait-ce une manifestation pratique du principe *diviser pour mieux régner*? Principe pourtant considéré par Staline comme étant bourgeois, puisque qu'il divise le prolétariat sur la base de sa nationalité.

Les tâches immédiates du parti dans la question nationale¹¹⁵, rapport de Staline qui fut adopté par le X^e congrès du Parti (mars 1921), arrive juste après l'invasion de la Géorgie par l'Armée rouge. Le Parti y adopte officiellement des politiques visant le

¹¹⁵ J. Staline. *Op. cit.* p. 125-137.

rapprochement des peuples. Les principales tâches consistent à supprimer les retards économiques, politiques et culturels entre les nations. Dans les résolutions du Parti, le régime soviétique «garantit aux travailleurs des nationalités opprimées un développement graduel et indolore vers le communisme»¹¹⁶. Bref, les nations doivent rattraper le niveau de développement de la Russie. L'idée de la division administrative selon les particularités prend du recul puisqu'on réalise l'impossibilité de répondre à toutes les diversités. Il faut maintenant regrouper les nationalités selon les traits caractéristiques communs: principalement selon le développement de l'étatisme et le stade de développement économique.

De plus, les autorités soviétiques sont conscientes de la présence d'États bourgeois à la périphérie: c'est une menace sérieuse. Par conséquent, les républiques soviétiques ne peuvent pas vivre de façon isolée entre elles, parce que trop faibles pour se développer et se défendre. Elles doivent donc unir leurs intérêts. Cette exposition dangereuse de la périphérie justifiera l'intégration de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan au sein de la Fédération de Transcaucasie.

Devant les résistances nationales face à ses projets centralisateurs, Staline souligne dans son rapport qu'il y a en ce moment deux éléments dans le parti qui représentent un obstacle au rapprochement des peuples (et qui perdureront tout au long du régime soviétique): les communistes grand-russes qui sous-estiment l'importance des particularités

¹¹⁶ Résolution adoptée au X^e congrès du Parti communiste russe, mars 1921.

nationales et les communistes autochtones qui exagèrent l'importance de leurs particularités nationales aux dépens des intérêts de la classe ouvrière.

À titre d'exemple, Staline dit qu'un État national comme la Géorgie ne peut assurer une coexistence pacifique entre nationalités, puisque le gouvernement géorgien (*nationaliste-bourgeois*) opprime ses minorités ossètes, abkhazes et arméniennes. Il lance un message aux minorités nationales relativement au fait que —particulièrement en Géorgie— le régime leur donne la possibilité de s'appuyer sur la force du prolétariat des pays avancés contre les survivances de l'oppression et de l'inégalité nationale. Staline maintient que seul l'État soviétique peut résoudre la question nationale puisque que celui-ci repose sur la propriété collective des moyens de production.

3.7 DE LA FAÇON DE POSER LA QUESTION NATIONALE

Le texte **de la façon de poser la question nationale** (1921)¹¹⁷ étend la question nationale à l'ensemble du globe, les visées de la révolution russe s'internationalisant. Ce texte laisse présager les futures interventions soviétiques dans les pays étrangers. Le droit des nations à se séparer est reconnu, mais celles-ci devront tendre vers l'union au sein d'un seul État, l'URSS. Le droit des nations à se séparer devient un droit pour les colonies ou les nations qui veulent quitter les rangs de l'impérialisme mondial. La Russie s'engagera progressivement vers l'aide à ces nations *arriérées*. C'est l'interprétation classique du

droit à l'autodétermination. Dans la réalité, les nations au sein de l'URSS ne pourront pas se séparer, sous principe que cette union représente une union libre entre prolétaires et ce, peu importe leur nationalité. Ainsi, vouloir se séparer de l'URSS pour former un État national sera désormais considéré comme une influence de la bourgeoisie.

3.8 LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LA POLITIQUE NATIONALE DES COMMUNISTES RUSSES

Suite à l'intervention soviétique en Géorgie, et en préparation à une intégration de celle-ci dans la République socialiste de Transcaucasie, Staline écrit **la révolution d'octobre et la politique nationale des communistes russes**¹¹⁸. L'union entre la RSFSR et sa périphérie devient une question primordiale, voire hautement stratégique. (Notez que des comparaisons intéressantes peuvent être faites avec les années 1990). Pour Staline, en plus de ses richesses naturelles, la périphérie est militairement vulnérable. La périphérie a besoin de la Russie pour se défendre et se développer. Donc, il faut établir un lien *indissoluble* entre les peuples de la R.S.F.S.R., ce qui sera fait en 1922 avec la création de l'U.R.S.S..

¹¹⁷ J. Staline. *Op. cit.* p. 138-144.

3.9 DE LA RÉUNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES

Au X^e congrès des Soviets, Staline avait exposé ses idées concernant la création d'une union fédérative «dont le modèle sera la RSFSR»¹¹⁹. C'est dans la même veine qu'il élabore son projet dans le texte **de la réunion des Républiques soviétiques**¹²⁰. Il suggère que le renforcement de l'union ne se limite pas à la R.S.F.S.R., mais également à l'ensemble des républiques.

L'union que Staline proposait était dominée par la RSFSR, et la Géorgie s'y opposa. Lénine contesta également le projet de Staline. Pour Lénine, il était «important de ne pas verser de l'eau au moulin des indépendantistes (*nezavisimtsy*)»¹²¹. Il proposa la création d'organes de pouvoir fédéraux «coiffant ceux des républiques, la RSFSR comprise, et Lénine suggéra la création d'un Comité exécutif fédéral et d'un Conseil des commissaires du peuple fédéral»¹²². À cette période, comme le souligna Hélène Carrère D'Encausse, Lénine trouvait que Staline voulait aller trop vite dans son projet d'union et craignait d'aggraver les relations entre nations. «Lénine veut donner aux nations opprimées confiance dans l'internationalisme prolétarien, préparer le passage du sentiment national à la solidarité de classe»¹²³.

¹¹⁸ *Pravda*, no. 251, 6-7 novembre 1921.

¹¹⁹ Hélène Carrère D'Encausse. Lénine, la révolution et le pouvoir. Paris, Flammarion, 1979, p. 128.

¹²⁰ J. Staline. *Op. cit.*, p. 148-157.

¹²¹ Hélène Carrère D'Encausse. Lénine, *op. cit.* p. 130.

¹²² Hélène Carrère D'Encausse. Lénine, *op. cit.* p. 130.

¹²³ Hélène Carrère D'Encausse. Lénine, *op. cit.* p. 130.

À noter que la justification de l'union se fait par des arguments plus défensifs (encore une fois, plusieurs comparaisons avec les politiques actuelles de la Russie peuvent être faites). Sous l'influence de Staline, le Comité central se prononça pour la réunion des républiques en un seul État fédéral pour 3 raisons:

- Situation économique intérieure: permettre une meilleure allocation des ressources naturelles et financières. De plus, l'Union doit créer une division économique du travail entre les diverses Républiques.
- Situation extérieure: menace militaire de l'impérialisme.
- Structure du pouvoir: pouvoir qui favorise le processus de rapprochement entre les nationalités et qui, par le fait même renforce le pouvoir de la direction du centre.¹²⁴

3.10 SUR LA FORMATION DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Staline atteste ouvertement la division du monde en deux camps: «celui du socialisme et celui du capitalisme»¹²⁵. Le rapport de Staline, **sur la formation de l'union des Républiques socialistes soviétiques**, présenté et adopté au 1^{er} congrès des Soviets de l'URSS (30 décembre 1922), concrétise cette union socialiste, tant au niveau politique qu'économique. La lutte contre les forces impérialistes, tant à l'intérieur de la nouvelle union qu'à l'extérieur, est déclarée.

¹²⁴ J. Staline. *Op. cit.*, p. 148-157.

¹²⁵ J. Staline. *Op. cit.*, p. 156.

3.11 LA QUESTION DES NATIONALITÉS OU DE L'AUTONOMIE (TESTAMENT DE LÉNINE)

Le 30 décembre 1922, Lénine, alors malade, écrit **la question des nationalités ou de l'autonomie**. Ce texte constitue une partie intégrante de ce qui sera appelé le **testament de Lénine**. Lénine s'y prononce pour la consolidation de l'U.R.S.S. afin de combattre efficacement la bourgeoisie. Il dénonce cependant les comportements abusifs de Dzerjinski et d'Ordjonikidzé au Caucase, sans compter qu'il accuse Staline d'être un grand-russe, un bureaucrate typique. Lénine affirme que le parti n'a pas encore le contrôle de l'*appareil* (de l'État), composé encore des éléments petits-bourgeois et tsaristes (Staline, par ses purges, tentera d'obtenir ce contrôle). Il croit qu'il faut confier une large part d'autonomie aux nationaux afin d'éviter un risque d'abus dans l'appareil actuel.

Au même moment, Staline jouissait d'une position favorable pour l'application de ses principes. Les divisions au sein parti communiste permettaient à Staline de tirer son épingle du jeu en jouant sur celles-ci, se plaçant au centre, tentant de jouer le rôle de conciliateur. Les principes staliniens étaient pratiquement prêts à être mis en application. Les organes du centre tendaient à concentrer et à centraliser le pouvoir et ce, si nécessaire, par la force.

Staline avait, dès 1922, commencé à prendre ses distances face à Lénine, notamment en raison de la question géorgienne. Toutefois, il continuera à prétendre qu'il se base sur les principes léninistes (en fait, il en fait une interprétation). Les politiques et

les mesures adoptées témoignent de son indépendance intellectuelle et de sa force politique sur la question nationale.

Avec Staline, la lutte du parti s'orienta alors de plus en plus contre les déviationnistes, notamment les nationalistes qui, selon lui, représentent un facteur de division dans le parti. Nous sommes alors à l'aube des purges contre les déviationnistes et les nationalistes géorgiens (également à l'échelle de toute l'union), la mise au pas définitive de la Géorgie n'étant plus très loin. Paradoxalement, Staline luttait farouchement contre les déviations nationalistes et encourageait, dans son projet constitutionnel, le développement de la culture nationale. Comme nous le savons, la langue devait servir de contenant, c'est-à-dire de cadre, pour le contenu soviétique. On visait le rapprochement des peuples. L'éducation jouera ainsi un rôle primordial.

Nous le verrons, l'adoption de la constitution le 31 janvier 1924 au II^e Congrès des Soviets marqua le triomphe des idées Staliniennes. Comme le désirait Staline, les organes de la RSFSR furent alors appliquées à l'échelle de l'URSS. Lénine malade, Staline poursuivit son ascension vers le contrôle du parti et de l'État soviétique, contrôle qu'il aura affermi considérablement en 1929 avec la fin de la NEP et le début des plans quinquennaux.

3.12 LES FACTEURS NATIONAUX DANS L'ÉDIFICATION DU PARTI ET DE L'ÉTAT

Dans son rapport sur **les facteurs nationaux dans l'édification du parti et de l'État** (1923)¹²⁶, Staline prend ses distances face à la NEP. Staline croit que la NEP encourage l'éclosion de la *petite-bourgeoisie* aux dépens d'un rapprochement des peuples. Suite au *testament* de Lénine, Staline dénonce dans son rapport les chauvinismes russe et locaux issus de la NEP et précise qu'il faut lutter contre ces deux tendances. Il soutient que les nationalités revendiquent un affermissement de la dictature du prolétariat et il entend renforcer le processus de centralisation. De plus, les écoles et autres organisations nationales étant insuffisantes pour aider au rapprochement des nationalités, le prolétariat russe doit aider à la création d'industries dans les républiques où le prolétariat est peu développé. Staline veut ainsi modifier la perception concernant le rôle des républiques dans l'U.R.S.S., c'est-à-dire qu'elles ne doivent plus être seulement des pourvoyeuses de matières premières. Cependant, Staline prend soin de préciser que les inégalités régionales ne pourront être effacées dans un court laps de temps (du moins pour l'instant).

Dans son rapport, Staline dit craindre que le nationalisme géorgien continue à opprimer ses minorités. Il croit que l'intervention soviétique a permis d'instituer la paix au Caucase, mais que la lutte contre les communistes géorgiens déviationnistes désirant créer une République en dehors du cadre de la Fédération de Transcaucasie doit se poursuivre. Il

¹²⁶Ce rapport fut adopté par le XII^e Congrès du Parti communiste russe en avril 1923.

accuse même la Géorgie d'avoir l'ambition d'entreprendre un déplacement de population (Arméniens, Abkhazes, ...) ¹²⁷ et de vouloir profiter de sa situation géographique favorable (surtout dans les transports) contre ses voisins (Azerbaïdjan et Arménie).

Afin de combattre le nationalisme géorgien, et laissant ainsi entrevoir les purges en Géorgie, Staline demande l'établissement de lois permettant de poursuivre et de punir avec toute la rigueur révolutionnaire tous violateurs des droits nationaux et, en particulier, des droits des minorités.

3.13 DISCOURS AU COMITÉ CENTRAL

Dans son **discours au comité central** (1923) du P.C.R., Staline revient une fois plus à la charge contre le nationalisme qu'il dit présent dans les organisations soviétiques. Il n'hésite pas à comparer son rôle dans les organisations à celui du menchevisme dans le passé. Cet article traduit bien les affrontements qui ont alors lieu au sein du parti et l'hystérie qui s'ensuivra: le nationalisme pénètre le parti en raison de la NEP qui fait renaître la bourgeoisie soutenue par l'étranger. Les désaccords dans les rangs du parti sont évidents. Staline accuse la droite du parti d'être influencée par le nationalisme et accuse la gauche d'être trop rigide à l'égard des nationalités. Selon lui, la gauche est plus dangereuse

¹²⁷ Il croit que le chauvinisme local, comme celui de la Géorgie, était autrefois une mesure défensive dirigée contre les exploiters russes, il est devenu offensif et dirigé, cette fois-ci, contre les minorités nationales.

parce qu'elle veut transplanter le modèle russe sans tenir compte des conditions locales. Pourtant, particulièrement après la guerre, c'est le modèle russe qu'il imposera.

Durant les années 1920, la lutte contre les déviations s'intensifia et se radicalisa — en Géorgie et dans le reste du territoire soviétique à partir des années 1930¹²⁸. Cela se confirme suite aux répressions nationalistes géorgiennes en 1924. La radicalisation du discours à la fin des années 1920 et au début des années 1930 démontre de plus en plus d'intolérance à l'égard des déviationnistes¹²⁹.

En 1927, dans *la situation internationale et la défense de l'URSS*, Staline donne le ton :

- Est révolutionnaire, celui qui est prêt à protéger et à défendre l'URSS sans réserve, sans arrière-pensée, ouvertement et honnêtement, sans conciliabules militaires: parce que l'URSS est le premier État prolétarien et révolutionnaire du monde, un État qui construit le socialisme.
- Est internationaliste celui qui est disposé à défendre l'URSS sans réserve, sans hésitation, inconditionnellement: parce que l'URSS est la base du mouvement révolutionnaire mondial et le mouvement révolutionnaire ne peut être défendu et renforcé, si l'URSS n'est pas défendue.
- Quiconque se propose de protéger le mouvement révolutionnaire international sans vouloir protéger en même temps l'URSS ou s'insurge contre elle, en fait

¹²⁸ Au Caucase, il y aurait eu environ 1 000 000 de victimes suite aux collectivisations et aux purges dans les organes communistes.

¹²⁹ D'ailleurs sa définition de la nation devient la seule théorie juste et pour lui donner encore plus de légitimité, il affirme que cette définition a été développée par les marxistes russes.

s'insurge contre la révolution et glisse irrévocablement dans le camp des ennemis de la révolution.¹³⁰

Il devint clair qu'une nation à l'intérieur de l'U.R.S.S. voulant une séparation était en fait le résultat de l'influence d'une bourgeoisie en déclin désirant isoler son prolétariat et s'unir avec le monde impérialiste. D'ailleurs, la définition de Staline de la nation devient la seule juste et il n'hésita pas à allouer la paternité de cette définition aux marxistes russes, laissant ainsi croire que cette définition avait obtenu un appui unanime, dont celui de Lénine.

L'avenir appartient à l'Union soviétique, formée sur les vieilles nations bourgeoises. Staline croit qu'il doit y avoir une période de transition avant la fusion totale des nations. Staline parlera dans les années 1930 de *l'Homo sovieticus* pour désigner le nouvel homme soviétique issu du rapprochement et de l'amitié entre les peuples. Dans les années 1940, c'est-à-dire au début de la guerre, il parlera du patriotisme soviétique et ce, même si la notion de patrie est non-marxiste. Il prétend que les différences nationales se sont estompées et que les nations vont vers la fusion et ce, même si les cultures ont été renforcées avec la promotion et le renforcement des organisations politiques et culturelles nationales.

Les contradictions entre ce que les autorités disent et les faits deviennent évidentes à mesure que progresse la deuxième guerre mondiale. En fait, Staline lance un appel au

¹³⁰ Jacques Lévesque. *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*. Paris, Armand Colin, 1980,

patriotisme soviétique mais tout en promouvant le patriotisme national, surtout russe, pour lutter contre l'Allemagne.

Bref, après que Staline eut la voie libre pour mettre en application ses principes, notamment après la mort de Lénine et plus précisément après la NEP, le régime soviétique se targua plus d'une fois d'avoir finalement établi une collaboration fraternelle entre les peuples en U.R.S.S., les peuples étant désormais véritablement libres et égaux. De plus, pour imposer son dogmatisme idéologique légitimant son pouvoir, Staline pouvait compter sur les organes de répressions (KGB), l'Armée, le Parti et l'État.

Les témoignages des dissidents Géorgiens révèlent que la situation était tout à fait différente par rapport à ce que le régime voulait laisser entendre. En faisant état de la mise en application des politiques staliniennes et de leurs conséquences sur le terrain, ces dissidents démontrent que la question nationale était encore loin d'être résolue. À noter que certains articles traitent de la Géorgie d'une façon spécifique, alors que d'autres traitent des politiques générales visant à éliminer les particularités nationales.

CHAPITRE IV

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE, LES IMPACTS DU RAPPROCHEMENT FORCÉ: LE CAS DE LA GÉORGIE

La Révolution ne s'est pas étendue à l'ensemble de l'Europe. L'URSS devint un espace où le Parti devait consolider son contrôle pour les *intérêts du prolétariat* et ce, par les moyens traditionnels. Staline, pragmatique, réussit à créer sa base de pouvoir à l'aide d'un réseau de contacts à travers l'Union.

Nous visons ici à mettre en lumière les impacts des pratiques staliniennes en territoire géorgien. Le chapitre sera divisé en six parties: la prise de contrôle de la Géorgie par les soviétiques russes; la mise au pas de la Géorgie par les purges et la répression des éléments déviationnistes; le contrôle du contenu de l'éducation; la russification de la Géorgie; le développement économique de la Géorgie sous le contrôle du centre et la manifestation du nationalisme géorgien en 1956.

4.1- PRISE DE CONTRÔLE DE LA GÉORGIE PAR LES SOVIÉTIQUES RUSSES

La chute du tsarisme et le recul de l'armée russe au Caucase en 1917 contribuèrent grandement à créer un climat propice aux multiples tendances d'affirmation nationale. Soulignons qu'au lendemain de la Première guerre mondiale, le retrait de la Turquie du Caucase conjugué à la présence des troupes alliées —britanniques et françaises surtout— (depuis octobre) permit à la Géorgie de suivre sa marche vers l'indépendance qu'elle proclamera le 26 mai 1918. La Géorgie, alors dirigée par les Mencheviks nationalistes, dut, dès l'été, faire face aux soulèvements pro-bolchéviques —anti-géorgiens— en Abkhazie et en Ossétie. Est-il nécessaire de rappeler que se sont ces mêmes mencheviks qui expulsèrent Staline de leur formation au début du siècle.

En 1918, devant la faiblesse de l'État turc, qui avait joué un rôle considérable dans le Caucase au cours des dernières décennies, Moscou voit l'opportunité de négocier une entente qui lui est favorable. En signant une telle entente, la Turquie abandonna ses aspirations panturkistes, incluant ses visés au Caucase. En retour, la Russie accepta de cesser ses actions antigouvernementales dans les zones d'influence turques¹³¹. Dès 1920, la Russie soviétique croyait s'être assurée de la neutralité turque dans le Caucase. Malgré le rapprochement Russo-turc au cours des derniers mois, les relations entre les deux États

¹³¹ G. Charadchidzé. « The Georgian Communist Party and the National Question ». *The Caucasian Review*, Munich, 1956, p. 25.

allaient s'envenimer de nouveau, et pour longtemps, à partir de la seconde moitié de 1920¹³².

Lors des premières élections libres en Géorgie, le 12 mars 1919, les Mencheviks l'emportèrent avec une écrasante majorité et purent poursuivre leurs programmes de nationalisation et de réformes agraires. En réaction à l'expansion russe, le 17 juin de la même année à la Conférence de paix de Paris, la Géorgie signa avec l'Azerbaïdjan, l'Estonie, la Lettonie, la République du Nord Caucase, la Biélorussie et l'Ukraine un document qui réaffirmait leur statut d'États indépendants. Dès 1919 les Bolcheviks perdaient confiance de voir s'unir avec eux les communistes géorgiens.

Devant les manifestations indépendantistes au Caucase qui risquaient de priver la Russie des matières premières vitales, particulièrement des sources de pétrole et de son transport (à travers de la Géorgie), Lénine chargea Ordjonikidzé (un Géorgien), dirigeant du nouveau Kavburo (bureau caucasien), de reprendre contrôle du Caucase, mais avec une très grande circonspection¹³³. C'est dans un contexte de méfiance que Moscou avait créé le Kavburo dans le but d'unifier le Caucase. À cette époque, Ordjonikidzé était assisté par le Géorgien Mdivani qui, lui, devint après l'invasion un des principaux dirigeants géorgiens.

¹³² Le 18 décembre 1920, le commandant de la 11^e Armée, Hecker, avait bien averti Ordjonikidzé qu'il serait dangereux de lancer une attaque contre la Géorgie avant l'obtention d'une garantie de la neutralité turque. Il conseilla de plus de concentrer des troupes près de la frontière géorgienne, prête à intervenir. La Turquie abandonna ses aspirations d'étendre son influence au Caucase, en retour la Russie garantissait à la Turquie qu'elle cesserait ses actions antigouvernementales. Les relations ne tardèrent pas à s'envenimer de nouveau, notamment lors de l'invasion soviétique en Arménie. Voir G. Charadchidzé. « The Georgian Communist Party and the National Question ». *The Caucasian Review*, Munich, 1956, p. 25.

Les 2 et 3 mai 1920, les bolcheviks géorgiens tentèrent un coup de force à Tbilissi. Par cet acte, ils espéraient obtenir l'aide de l'Armée rouge, mais ce fut un échec. L'Armée, déjà occupée en Ukraine à lutter contre les Polonais, se heurta aux résistances géorgiennes et arméniennes. Le 7 mai, la Russie signa un traité de paix avec le gouvernement menchevik de Géorgie reconnaissant par le fait même l'indépendance de l'État géorgien. Cependant, la Géorgie autorisait, dans une clause secrète, l'existence et les activités des organisations communistes en son territoire. Par ce traité, les dirigeants géorgiens croyaient pouvoir éviter toute intervention directe de la Russie, notamment après le retrait des dernières troupes britanniques de leur territoire.

En juin 1920, le Kavburo organisa un soulèvement de 20 000 Ossètes contre les autorités géorgiennes, ce qui se solda en un échec. Toutefois, la position de la Géorgie contre la Russie s'affaiblit considérablement lorsque les dernières troupes britanniques quittèrent Batoumi le 9 juillet 1920, laissant ainsi la Géorgie à son propre sort. En quittant la Géorgie, les Britanniques reconnaissaient explicitement que le Caucase était zone d'influence russe¹³³. Pendant ce temps, la préparation de l'invasion se poursuivait. Le 16 décembre 1920, la Géorgie subit un revers dans sa politique extérieure. Sa demande pour joindre la Société des Nations fut rejetée; elle ne fut admise que sur un sous-comité.

À la Conférence de Paris du 27 janvier 1921, les puissances alliées reconnurent *de jure* la Géorgie comme un État indépendant. Malgré cela, l'Armée rouge pénétra en

¹³³ C'était le 17 mars 1920. Stephen de Mowbray. *Key Facts in Soviet History*. Londres, PPL, p. 113.

¹³⁴ Rapporté dans *Prométhée*, Paris, Juin 1928. Cité dans *The Caucasian Review*, Munich, 1956, p. 25.

Géorgie en février 1921. Comme nous le savons, Staline et Ordjonikidzé étaient partisans d'une intervention armée en Géorgie en raison de sa situation géostratégique et de la nécessité de s'approprier le transport du pétrole. Dans la nuit du 11 au 12 février 1921, la 11e Armée entra en Géorgie sous les ordres du Kavburo, donc d'Ordjonikidzé¹³⁵. Pour justifier l'intervention armée, on prétextait avoir répondu à l'appel des communistes locaux et des minorités nationales —Abkhazie, Adjarie, Ossétie et Mingrélie— qui s'étaient rebellés contre le régime. Des communistes *loyaux* à Moscou furent nommés à la tête du gouvernement pour représenter le prolétariat géorgien. Makharadzé et Mdivani furent choisis pour diriger la Géorgie, quoique sous la forte influence d'Ordjonikidzé¹³⁶.

Bref, après la Révolution, devant le peu d'influence qu'exerçaient les bolcheviks au Caucase, Moscou avait décidé d'utiliser la propagande (rassemblement, journaux, organisations, slogans populaires, ...) et avait tenté à plusieurs reprises d'inciter les minorités à se soulever contre le gouvernement menchevik de Géorgie. De plus, afin de contrer les tendances nationalistes géorgiennes, le commissariat transcaucasien de Tbilissi fut chargé de veiller à la protection des minorités nationales à l'intérieur de la Géorgie. Moscou pouvait ainsi à tout moment faire jouer en sa faveur les ressentiments des nationalités en Géorgie.

¹³⁵ Les contacts entre Lénine et Ordjonikidzé étaient interrompus depuis le 5 février. De plus, Ordjonikidzé s'était organisé pour empêcher l'ambassadeur géorgien de rencontrer Lénine et ce, depuis le début de 1920. G. Charadchidzé. « The Georgian Communist Party and the National Question ». *op. cit.*, p. 26.

¹³⁶ G. Uratadzé. « The suppression of an Element of Georgian Independence ». *The Caucasian Review*. Munich 1955, p. 56.

Le scénario de l'intervention et sa logique justificatrice deviendront un classique: une propagande féroce dénonçant les abus et irrégularités des gouvernements hostiles à Moscou; l'appel désespéré d'éléments subversifs fidèles à Moscou au nom de la solidarité du prolétariat; et finalement la déstabilisation du régime par un appui direct aux minorités nationales victimes des abus du nationalisme bourgeois.

Lénine s'était opposé à toute forme d'intervention brutale en Géorgie. À l'opposé de Staline, Lénine craignait la réaction de la communauté internationale qui avait reconnu *de jure* en janvier 1921 l'indépendance géorgienne. De plus, il savait pertinemment que le régime géorgien avait la faveur populaire. N'oublions pas qu'en 1921, Lénine lançait sa nouvelle économie politique (NEP), dont la réussite dépendait en partie du soutien économique de l'occident.

Le 14 février, le Politburo désapprouva l'action militaire entreprise contre la Géorgie. Lénine condamna l'intervention. Le rôle de Trotsky dans l'histoire de l'intervention soviétique reste encore aujourd'hui obscure. En effet, bien que responsable de l'Armée rouge à titre de commissaire de la défense, il aurait été tenu à l'écart de l'opération. Par exemple, dans une lettre datant du 21 février, il demanda au Politburo des informations concernant les opérations militaires en Géorgie¹³⁷. Cet exemple démontre bien l'ampleur de l'influence que Staline exerçait au sein du Parti et du Kavburo.

¹³⁷ G. Charadchidzé. « The Georgian Communist Party and the National Question ». *The Caucasian Review*. Munich 1955, p. 26.

Le 25 février, la Géorgie devenait une République socialiste soviétique. À l'époque, on écrivait officiellement dans la presse que «the Revolutionary Committee of Georgia officially proclaims the occupation of Tbilissi by the revolutionary Georgian workers and peasants»¹³⁸.

Désormais, le principe concernant le droit à l'autodétermination des peuples n'était plus qu'une coquille vide. De toute façon, le Parti en avait établi les conditions dès 1919. Celui-ci devait travailler à renverser la bourgeoisie et à rapprocher les prolétaires des diverses nationalités, se considérant être le seul à pouvoir déterminer la voie menant à la démocratie soviétique. Toutefois, la politique nationale que Moscou exerçait à l'égard de la Géorgie se comparait davantage à une colonisation forcée qu'à une union libre entre prolétaires de différentes nations.

Le parti communiste géorgien au pouvoir forma alors le nouveau gouvernement avec comme dirigeant Boudou Mdivani. Il fut approuvé et contrôlé par le Politburo et ce, par l'intermédiaire du Kavburo et donc, d'Ordjonikidzé. Malgré les semonces de Lénine, la soviétisation de la Géorgie débuta presque aussitôt. Le 2 mars 1921, Lénine demanda à Ordjonikidzé de considérer:

« ... the fact that the internal and external situation of Georgia demands that the Georgian Communists apply not the Russian model but that they elaborate very flexible and intelligent special tactics founded on the broad concessions to all categories of the petty-bourgeois elements »¹³⁹.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 27.

¹³⁹ Lenin, *Complete Works*. Moscou, 1948, vol. XXVI, p. 188. (Version anglaise)

À cette époque, la distorsion entre les faits et les diverses recommandations formulées par Lénine pour apaiser la population géorgienne et la communauté internationale démontrèrent que celui-ci perdait progressivement le contrôle des événements. Staline et Ordjonikidzé imposèrent le modèle russe sous prétexte que les communistes locaux étaient trop faibles pour lutter contre les éléments petits-bourgeois, tant à l'intérieur des frontières qu'à l'extérieur. On vit progressivement l'application en Géorgie de toute la politique stalinienne concernant la question nationale afin de consolider le régime.

Comme Staline le préconisait dans ses écrits, on entama aussitôt un processus d'union entre le centre et la périphérie pour contrer *l'impérialisme*. En réalité, il s'agissait de défendre les intérêts traditionnels et non révolutionnaires de la Russie. Ainsi, toute revendication en périphérie serait considérée comme étant contre-révolutionnaire. Le nouvel État soviétique allait poursuivre l'unification et la centralisation de son territoire en 1922 et ce, dans un contexte où la révolution sera de plus en plus isolée¹⁴⁰. Mais pour ce faire, le nouvel État devait se débarrasser des éléments nuisibles.

¹⁴⁰ La révolution devait se réaliser à l'échelle mondiale et non dans un seul pays. Pierre Broué mentionna à propos de l'isolement de la révolution: « C'est ce qui donne à la situation des bolcheviks son caractère tragique et rend les contradictions difficilement surmontables. La révolution russe doit survivre et tenter de conserver le terrain conquis dans les conditions mêmes où ses dirigeants avaient pensé qu'elle ne pourrait, en aucun cas, se maintenir ». Pierre Broué, *Le Parti bolchevique*. Paris, Les éditions de minuit, 1971, p. 146.

4.2- MISE AU PAS DE LA GÉORGIE:

PURGES ET RÉPRESSIONS DES ÉLÉMENTS DÉVIATIONNISTES

Au début de l'année 1922, le Comité central du parti communiste géorgien décida de sanctionner la peine de mort afin d'éliminer les Mencheviks. Pour Staline, alors commissaire aux nationalités, la Géorgie devait se défaire de l'influence menchevik et se soumettre au pouvoir du centre¹⁴¹. Ordjonikidzé débuta la réorganisation de l'économie géorgienne afin de l'intégrer à l'économie russe. Pour ce faire, il débuta par les chemins de fer —réseau très important pour acheminer les richesses naturelles— et le système monétaire et ce, même si la monnaie géorgienne, le *manethi*, avait une plus grande valeur que le rouble russe¹⁴². Ces mesures reflétèrent bien le fait que Moscou était désormais le centre des prises de décision. Elles concordaient bien avec le but que s'était donné le Parti, c'est-à-dire favoriser une intégration économique qui contribuera au rapprochement des peuples.

Les conséquences étaient prévisibles: l'union économique renforça l'union politique avec le centre, ce qui heurtait les sentiments nationaux. Staline ordonna aux divers partis et organisations locales du Caucase d'accepter sans réserve le processus d'unification. Il leur recommanda de lutter contre toute activité déviationniste¹⁴³. Comme ses écrits le

¹⁴¹ G. Charachidzé. « The Georgian Communist Party and the National Question ». *The Caucasian Review*, Munich, 1956, p. 29.

¹⁴² *Ibid.*, p. 29.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 31. Notons également que c'est dans ce contexte, d'hésitations des autorités géorgiennes vis-à-vis du processus de centralisation, que Moscou reconnut l'Ossétie du Sud comme région autonome au sein de la Géorgie en avril 1922.

démontrent, Staline cherchait visiblement à unifier les peuples en débutant par le développement d'une union économique et dans laquelle, disait-il, les peuples *arriérés* pourraient atteindre le même stade de développement que les peuples plus *avancés*.

Les autorités géorgiennes tentèrent à de multiples reprises de diluer ou de mettre un frein aux politiques centralisatrices de Staline et d'Ordjonikidzé. Les deux savaient pertinemment que cela signifiait la perte de contrôle des affaires de la Géorgie¹⁴⁴.

Après avoir été intégrées à la République fédérative de Transcaucasie en mars 1922, les autorités communistes géorgiennes continuèrent de contrer les politiques centralisatrices de Moscou. Sans être ouvertement opposés au projet visant la création d'une fédération soviétique regroupant les républiques, ils demandèrent à ce que celle-ci soit décentralisée. Bien que Lénine ait recommandé de prendre en considération les revendications géorgiennes, Staline et Ordjonikidzé les dénoncèrent¹⁴⁵. En raison de leur prise de position, Makharadzé et Mdivani, principaux dirigeants de la Géorgie, furent taxés de déviationnisme.

Staline le mentionnait : s'il y avait de la résistance, celle-ci devait être éliminée parce que dirigée par la bourgeoisie et donc, antisoviétique. En fait, tout vrai prolétaire devait être un partisan inconditionnel des principes soviétiques, tel que définis par Moscou.

¹⁴⁴ K.P. Kandelaki, « Soviet Nationality Policy in the Caucasus ». *The Caucasian Review*, Munich 1956, p. 11.

¹⁴⁵ G. Charadchidzé. *Op. cit.*, p. 32.

Désormais, toutes revendications autonomistes formulées par les républiques allaient être interprétées comme étant déviationnistes.

L'application intégrale des instructions de Moscou à travers toute l'Union avait toutefois ses limites. Par exemple, la politique monétaire qui éliminait la devise géorgienne n'était pas seulement une question d'ordre économique, mais avait une saveur fortement politique où la Géorgie se voyait dépouillée de son indépendance¹⁴⁶. Mais en se basant sur le principe de solidarité entre les peuples du Caucase, Moscou crut qu'une union monétaire transcaucasienne pourrait calmer les humeurs, ou du moins, amoindrir les réactions nationales¹⁴⁷.

C'est dans cet ordre d'idées que la création d'une République transcaucasienne, formée de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Géorgie, comme entité politique ayant sa propre monnaie fut dépeinte par les autorités soviétiques comme un outil de rapprochement naturel entre les peuples. Elle visait entre autres à créer ce lien *indissoluble* entre les peuples. C'était en fait pour la Géorgie une intégration forcée dans l'union soviétique par l'intermédiaire d'un gouvernement transcaucasien.

En octobre 1922, Staline fut nommé président d'une commission chargée de réaliser l'intégration de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Transcaucasie à l'Union soviétique. Staline joua donc un rôle clé dans le processus de formation de l'U.R.S.S..

¹⁴⁶ G. Uratadzé. « The suppression of an Element of Georgian Independence ». *The Caucasian Review*. Munich 1955, p. 59.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 59.

Profitant de la maladie de Lénine, il jouissait en tant que secrétaire général du Parti d'un pouvoir considérable. De plus, s'appuyant sur de fidèles collaborateurs au sein des républiques, il exerçait un contrôle efficace sur leurs décisions politiques. Par exemple, au Caucase, Ordjonikidzé, fidèle camarade de Staline, continua de diriger le Kavburo.

En décembre 1922, en réaction au processus d'intégration de la fédération transcaucasienne, des membres du comité central géorgien démissionnèrent en bloc, ce qui fut accepté par le Kavburo. Une nouvelle liste de candidats fut envoyée à Moscou pour être approuvée. Lénine, perplexe, décida alors d'instituer une commission d'enquête spéciale dirigée par Dzerjinski¹⁴⁸, celui-ci étant depuis avril 1921 le responsable de la *Cheka*. Entre temps, les candidats du nouveau comité central de Géorgie furent nommés. Ils étaient tous supporteurs de l'union transcaucasienne au sein de l'U.R.S.S.. D'ailleurs, le rapport du X^e Congrès des Soviets mentionne que «suite à la demande des Républiques d'Ukraine, d'Azerbaïdjan, d'Arménie et de Géorgie, le comité central s'est prononcé pour la réunion des républiques en un seul État fédéral»¹⁴⁹. Tous les éléments étaient en place pour la création de l'U.R.S.S. le 30 décembre 1922.

En décembre 1922, Lénine écrivit une dernière fois sur la question nationale et comme nous le savons, il condamna les comportements de Djerjinski, d'Ordjonikidzé et de Staline en Géorgie dans le dossier géorgien.

¹⁴⁸ À noter que Dzerjinsky s'était prononcé dès 1917 contre toute reconnaissance du droit à la séparation puisque celui-ci allait à l'encontre des principes de l'internationalisme prolétarien. Voir « VII All-Russian Conference of the RSDRP » du 24 au 29 avril 1917. *The Russian Social Democratic Labour Party*. Toronto, 1974, UTP, Vol. 1, p. 217-218.

¹⁴⁹ Voir Rapport présenté au X^e Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R., le 26 décembre 1922.

Malgré l'allégeance des nouveaux membres du gouvernement géorgien, l'Ukraine et la Géorgie s'associèrent en janvier 1923 dans une ultime tentative de préservation de leur autonomie. Ils tentèrent de diluer le contenu du projet constitutionnel centralisateur de Staline. Par exemple, on demanda d'amender le projet constitutionnel pour que le secteur des affaires étrangères soit un organisme central à caractère uniquement consultatif. De plus, selon les dirigeants géorgiens et ukrainiens, les républiques devaient avoir juridiction sur les forces armées et sur leur système monétaire, non unifié. Ces motions furent évidemment rejetées et la proposition de Staline-Molotov-Ordjonikidzé concernant la formation de la république transcaucasienne comme une entité unique faisant partie de l'Union fut adoptée. Mdivani et Makharadzé dénoncèrent le chauvinisme grand-russe de l'appareil manipulé par Staline et Ordjonikidzé. Bref, toutes les revendications *déviationnistes* furent rejetées. L'attitude adoptée par la Géorgie dans l'élaboration de la constitution allait être sévèrement punie. La nouvelle constitution fut adoptée en décembre 1924, avec l'appui de la Géorgie. Même si la constitution reconnaissait le droit des nations à l'autodétermination, celles-ci ne pourront jamais l'exercer, puisque ce droit avait déjà été balisé par les concepts staliniens. Vouloir l'exercer, c'était être déviationniste.

Tout en favorisant l'union entre les peuples par une centralisation des pouvoirs décisionnels, la constitution reconnaissait les particularités nationales. On prévoyait entre autres des entités politiques nationales distinctes et de plus, au niveau de la fédération, les

minorités nationales étaient représentées au Conseil des nationalités: 5 délégués par république fédérée ou autonome et un délégué par région autonome¹⁵⁰.

Devant les résistances de nationalistes géorgiens face à la centralisation des pouvoirs et de la reconnaissance explicite de ses minorités nationales, Staline chargea Béria, en janvier 1924, de résoudre le problème du *déviacionnisme* géorgien. Les manifestations nationalistes du 27 et 28 août 1924 en Géorgie furent sévèrement réprimées. La plupart des *déviacionnistes* furent déportés ou exécutés. On évalue à 4 000 personnes le nombre de victimes de la répression¹⁵¹. Cette opération mit un terme aux tendances indépendantistes en Géorgie. Les problèmes des relations russo-géorgiennes allaient dorénavant être traitées comme des problèmes de nationalités à l'intérieur de l'Union.

L'intégration de la Géorgie à l'U.R.S.S. reflète bien l'imposition des principes staliniens concernant la question nationale. Il était inconcevable qu'une nation veuille se détacher de Moscou. L'indépendance ou l'autonomie face au centre était considérée comme incompatible avec la nature du régime. Staline avait tenté à plusieurs reprises d'éradiquer les élans nationalistes des Géorgiens. À la fin de l'été de 1924, il pouvait croire que le *problème géorgien* était résolu, mais en était-il vraiment ainsi?

Les nombreuses purges et déportations contre les éléments *petits-bourgeois nationalistes* qui suivirent démontrent bien que le régime était dans une impasse. Les

¹⁵⁰ Voir Constitution soviétique de 1924.

¹⁵¹ Stephen de Monbray. *Key Facts in Soviet History* Londres, PPL, p. 178.

autorités soviétiques étaient incapables d'intégrer réellement les multiples nationalités dans un vaste ensemble politique, économique et idéologique. Le régime répressif stalinien engendra un ressentiment chez les minorités nationales qui estimaient que le régime soviétique était contrôlé par des chauvinistes grands-russes. Nous sommes loin des méthodes souples que Lénine préconisait avant la révolution et dans lesquelles il octroyait aux minorités —aux petits-bourgeois, à l'intelligentsia et aux paysans— le droit de développer le communisme en tenant compte des conditions locales. D'ailleurs, le parti n'avait-il pas reconnu explicitement le droit des nations à se séparer et l'égalité entre elles? Tous ces arguments avaient attiré la sympathie des minorités, mais celle-ci fut de courte durée face au processus d'annexion et de centralisation.

La mise au pas de la Géorgie, la condamnation des mencheviks et déviationnistes géorgiens symbolisait l'ère d'un nouveau régime. Un régime qui allait ignorer leurs revendications au nom des *intérêts supérieurs de la classe ouvrière*, ces intérêts étant désormais définis par le centre.

Sous Staline, la révolution devait s'accélérer et s'uniformiser. Cette uniformisation du régime à travers l'union se réalisa grâce à des politiques visant à éliminer les disparités politiques et économiques entre les nations. Cependant, la question nationale en Géorgie était loin d'être résolue, les actions de Staline au cours des années 1930 le démontrèrent.

Staline se retrouva au début des années 1930 avec un pouvoir quasiabsolu, voire totalitaire. Au cours des années 1930, les purges staliniennes allaient frapper de plein fouet

les éléments considérés comme étant *petits-bourgeois* dans les différentes nationalités. Seulement pour la Géorgie, 130 000 personnes —pour une population de 3 500 000 à l'époque— furent déportées en Sibérie. Au Caucase, 422 000 individus —pour une population totale de 11 millions— furent déportés ou fusillés¹⁵². En 1936, Staline fit adopter une nouvelle constitution. Malgré le fait qu'elle renforçait une fois de plus les pouvoirs du centre¹⁵³, la Géorgie se fit reconnaître officiellement comme une république faisant partie de l'URSS. Ce qui symbolisait une reconnaissance explicite du maintien et de la continuité du fait national géorgien.

En plus d'avoir leur entité politique reconnue au sein de la constitution, les nations étaient presque toutes représentées au Soviet des nationalités¹⁵⁴: 25 députés par République fédérée, 11 députés par République autonome, 5 députés par région autonome et un député par arrondissement national. De plus, chacun des paliers gouvernementaux des diverses minorités se voyait octroyer des pouvoirs qui lui étaient propres. En Géorgie, la constitution reconnaissait comme faisant partie de la R.S.S. de Géorgie: La R.S.S.A. d'Abkhazie, la R.S.S.A. d'Adjarie, la région autonome de l'Ossétie-Sud (article 25)¹⁵⁵.

Paradoxalement, rappelons qu'à la même époque, les autorités soviétiques laissaient entendre que le régime avait fait naître un type d'homme, *l'Homo soviéticus*, vivant dans la

¹⁵² A.M. Pankratova. *Veliky russky narod*. Moscou, 1952, p. 258. Voir Vassan-Ghiray Djabagui dans « Soviet Nationality Policy and Genocide ». *The Caucasian Review*, Munich, 1955, p. 74.

¹⁵³ La constitution octroyait au centre un contrôle économique et politique quasitotal sur les républiques et chacune de celles-ci devait établir sa constitution en conformité à la constitution de l'URSS. L'article 20 mentionne qu'«en cas de divergence entre la loi d'une République fédérée et la loi fédérale, c'est la loi fédérale qui joue ». *Constitution de l'U.R.S.S.*, 1936.

nation soviétique. Celui-ci devait en fait incarner l'aboutissement du processus de centralisation et de fusion entre les peuples (et la nation soviétique devait tendre de plus en plus vers la définition que Staline donnait de la nation).

Malgré tout, le régime continuait son travail consistant au rapprochement des nations tout en continuant de les reconnaître comme entités politiques et donc, de reconnaître leurs particularités.

En 1937, Moscou devait démontrer encore une fois son incapacité à venir à bout des éléments déviationnistes, une série de nouvelles purges frappant à nouveau l'U.R.S.S.. Un diplomate britannique remarqua en Géorgie les disparitions du chef du gouvernement, de 4 commissaires du peuple, du premier et du second secrétaires-généraux du parti¹⁵⁶. Les purges dans l'intelligentsia géorgienne permirent à Staline de mettre en place une nouvelle élite qui lui était totalement redevable.

Au Caucase, le régime poursuivit un processus de *colonisation* avant de développer finalement un processus de russification au cours des années 1940. Par exemple, en ce qui concerne la population russe en Géorgie, celle-ci représentait 4,9% de la population géorgienne en 1917, elle baissa à 3,4% en 1922 et augmenta par la suite jusqu'à 8,7% en 1939¹⁵⁷. La population russe qui avait pris 117 ans à doubler —entre 1801 et 1917—, avait

¹⁵⁴ Le Soviet des nationalités et le Soviet de l'Union étaient les chambres faisant parties du Soviet suprême de l'U.R.S.S..

¹⁵⁵ Voir Constitution soviétique de 1936.

¹⁵⁶ Stephen de Mowbray. *Key Facts in Soviet History*. Londres, PPL, p. 324.

¹⁵⁷ K.P. Kandelaki, « Soviet Nationality Policy in the Caucasus ». *The Caucasian Review*, Munich 1956, p. 14.

une fois de plus doublé et ce, en seulement 17 ans. Quant au processus de russification, n'oublions pas que la nation de Staline, «est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture»¹⁵⁸. Quant à la «formation psychique» et à la «communauté de culture», cet objectif de transmettre les nouvelles valeurs multinationales, voire soviétique, incombait principalement aux institutions scolaires.

4.3- CONTRÔLE DU CONTENU DE L'ÉDUCATION

Tel que nous l'avons vu précédemment, toute l'éducation tendait vers la proclamation d'un rapprochement progressif et naturel des peuples. Staline, pragmatique, conscient qu'on ne pouvait liquider les cultures nationales à court terme, entendait utiliser la langue (contenant) pour véhiculer l'idéologie du régime (contenu). Le contenu devait ainsi encourager le rapprochement des peuples. Pour ce faire, le régime encouragea le développement d'institutions nationales.

¹⁵⁸ J. Staline, *Le marxisme et la question nationale. op. cit.*, p. 33.

Entre 1921 et 1930, les autorités soviétiques procédèrent à une dénationalisation de l'éducation (du contenu). Par exemple, au cours de cette période, on enseigna l'histoire de la lutte des classes sans toutefois enseigner l'histoire de la Géorgie¹⁵⁹.

Au cours des années 1930, au moment où les nouvelles valeurs soviétiques s'imposaient, la Géorgie subit une véritable révolution culturelle¹⁶⁰. Par exemple, on procéda à l'expulsion ou encore à l'exécution d'historiens qui avaient été formés en dehors de la période soviétique et ce, malgré le fait que Staline avait tendu la perche aux intellectuels au début des années 1920 pour qu'ils rejoignent les rangs du Parti, se faisant rassurant au sujet des purges. Mais à partir des années 1930, on octroya les postes aux nouveaux professeurs fraîchement formés par les institutions soviétiques et donc, membres du Parti¹⁶¹. De plus, l'éducation était orientée vers le patriotisme soviétique qui n'avait aucun lien avec le patriotisme national¹⁶².

Après la Seconde guerre mondiale, au moment où le régime valorisait un nouveau patriotisme soviétique, c'est-à-dire russe, certains historiens comme A.M. Pandratova embrassèrent la nouvelle orientation du régime. Pandratova n'hésita pas à qualifier le

¹⁵⁹ I. Imeridzé. « The Crisis in Secondary School Education in the Georgian SSR ». *The Caucasian Review*, Munich 1956, p. 62.

¹⁶⁰ Mindia Lashauri, *op. cit.*, p. 95

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 95. I. Imeridzé soutient que la formation des enseignants laissait à désirer. Les postes étaient alloués aux membres du Parti et à ceux qui avaient fait du patronat. Voir I. Imeridzé. « The Crisis in Secondary School Education in the Georgian SSR ». *The Caucasian Review*, Munich 1956, p. 64.

¹⁶² I. Imeridzé. *Op. cit.*, p. 66.

peuple russe d'avoir été le chef de file tout au cours de l'histoire et qu'il fut le seul capable d'assurer le développement de l'URSS dans la voie menant au communisme¹⁶³.

Ainsi, la falsification de l'histoire géorgienne par les autorités soviétiques changea profondément la vie intellectuelle de la Géorgie. G.V. Khachaparidzé, membre de l'Académie des Sciences de la R.S.S. de Géorgie, entrepris au cours des années 1940 et au début des années 1950 de faire la réinterprétation de l'histoire géorgienne. Cet auteur important durant la période soviétique en Géorgie, incarnait bien la nouvelle orientation que voulait insuffler le pouvoir central aux différentes nations. Ces écrits présentèrent la Russie et la Géorgie comme deux nations qui tendaient naturellement vers un rapprochement. Par exemple, il soutint que la bourgeoisie des deux nations contribuèrent à affaiblir les liens fraternels entre les deux peuples, qu'elle minimisa l'importance des disparités sociales entre les classes et qu'elle entretint un ressentiment dans la population géorgienne contre la Russie¹⁶⁴. Il n'hésita pas à qualifier les historiens géorgiens d'avant la révolution de *nationalistes-bourgeois* et d'avoir entretenu la haine entre les peuples russes et géorgiens.

On discerne clairement que les buts politiques prédominaient dans le contenu de l'enseignement. Les nouveaux historiens enseignaient les nouvelles conceptions des relations russo-géorgiennes. Ils essayaient de démontrer scientifiquement que l'union de la Géorgie à la Russie s'était faite sur une base volontaire qu'elle avait été le geste le plus

¹⁶³ A.M. Pankratova. *Veliky russky narod*. Moscou, 1952, p. 258. Voir Vassan-Ghiray Djabagui dans « Soviet Nationality Policy and Genocide ». *The Caucasian Review*, Munich, 1955, p. 75.

constructif pour le développement du peuple géorgien, tant au niveau politique, économique que culturel¹⁶⁵.

Il importe de mentionner que Staline avait au cours de la Seconde guerre mondiale réhabilité plusieurs héros nationaux afin de raviver un patriotisme national chez les différentes nationalités, puisque le patriotisme soviétique ne réussissait pas à motiver suffisamment les peuples du Caucase dans la lutte contre l'envahisseur allemand. Par exemple, on avait toléré jusqu'à l'après-guerre que l'Imam Shamil soit considéré comme un héros national au Caucase pour avoir lutté contre le tsarisme au cours du 19e siècle. En 1941, on décrivait Shamil comme étant un homme éduqué, un brave commandant et qui avait réussi à diriger le Caucase contre les colonisateurs tsaristes¹⁶⁶, et par conséquents russes. Par contre, après la guerre, en 1948, on rééditait les livres d'histoire et Shamil fut dépeint comme un réactionnaire et nationaliste au service de l'Angleterre et du Sultan turc et dont l'action était dirigée contre la Russie¹⁶⁷.

Comme nous le constatons, en plus de la centralisation politique et économique, l'enseignement devait se soumettre aux prérogatives du centre. L'enseignement était désormais une autre arme du Parti servant à unir les peuples autour du peuple russe.

¹⁶⁴ G.V. Khachapuridzé. *Voprosy istorii*. no. 5, 1954, p. 97. Voir Mindia Lashauri, « The State of Historical Science in the Georgian SSR ». *The Caucasian Review*, Munich, 1955, p. 93.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 96.

¹⁶⁶ « The mountain people's fight for independence under the leadership of Shamil » *Istoriya SSSR*. Moscou, 1941. Voir R. Traho. « The Rehabilitation of Imam Shamil ». *The Caucasian Review*, Munich, 1956, p. 54.

4.4- RUSSIFICATION DE LA GÉORGIE

Durant la période stalinienne, l'internationalisme d'après la Révolution devint progressivement le patriotisme soviétique pour se transformer à la fin de la Deuxième guerre, en un patriotisme soviétique russifié¹⁶⁸. Ce nouveau *nationalisme* d'après guerre devint explicite à partir du discours de Staline du 24 mai 1945 prononcé devant les dirigeants de l'Armée rouge. Il glorifiait le peuple russe pour son rôle dans la guerre. Il estimait que le peuple russe avait été à la tête des nations de l'Union. Paradoxalement, les autorités soviétiques s'évertuaient au même moment à convaincre le reste du monde qu'il n'y avait plus de problème national en U.R.S.S., qu'il n'y avait que la nation soviétique.¹⁶⁹

Après avoir tenté d'endoctriner les peuples après la Révolution avec le contenu communiste, on enclencha à la fin des années 1940 un processus de russification. Puisque la nation soviétique devait être le fruit des composantes des différentes cultures, le russe devait être utilisé comme la langue commune. Dans les diverses régions, l'alphabet latin devait disparaître au profit du cyrillique — la Géorgie fut ici touchée à un moindre degré. Comme nous le savons, l'histoire des peuples fut modifiée pour que celle-ci s'oriente vers un rapprochement historique des peuples. Par conséquent, les héros nationaux devenaient des ennemis du peuple soviétique. On détruisit également de nombreux symboles nationaux — statues et monuments —, comme si on voulait effacer tout un passé dans la mémoire collective des peuples. Certaines régions, comme le nord du Caucase, se virent

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 54-55.

¹⁶⁸ Vassan-Ghioray Djabagui, *op. cit.*, p. 75.

colonisées par des Russes suite à des déportations massives. La culture russe, valorisée par le pouvoir central, devint prédominante, ce qui ne fit que cultiver la haine nationale à l'égard de la *nation dominante*¹⁷⁰. Le peuple russe devenait le modèle à atteindre pour les autres peuples.

Désormais, la Russie était le grand frère autour duquel gravitaient les autres petits peuples. La culture russe, jadis dénoncée par Staline au même titre que le nationalisme local —notamment en 1921—, aura désormais préséance dans la culture soviétique. Le fait que l'on considérait le peuple russe comme la garde avancée du communisme soviétique, revenait en quelque sorte à dire que le régime reconnaissait son échec et remédiait au développement économique et politique des autres nations pour qu'elles atteignent le niveau de développement de la Russie.

4.5- DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA GÉORGIE SOUS LE CONTRÔLE DU «CENTRE»

La Russie avait besoin de la périphérie, non seulement pour réaliser l'idéal communiste, c'est-à-dire faire avancer les peuples *arriérés*, mais également pour assurer sa défense et se ravitailler en matières premières. Ces objectifs avaient d'ailleurs été

¹⁶⁹ V. Djabagui, « Soviet Colonialism in the Caucasus », *The Caucasian Review*, Munich 1956, p. 54.

¹⁷⁰ Comme nous avons pu nous en apercevoir, les impacts de ces politiques ont des répercussions jusqu'à aujourd'hui, puisque le sentiment anti-russe demeure très présent au Caucase, pensons au Tchétchènes. Seule la force permet encore de maintenir ces nations dans un ensemble — la C.É.I.

clairement exprimés par Staline dans «la révolution d'octobre et la politique nationale des communistes russes». Dans l'ensemble géopolitique du Caucase, le régime des soviets avait besoin de contrôler le Caucase pour son ravitaillement en pétrole¹⁷¹, et le territoire géorgien représentait une des routes stratégiques dans l'acheminement du pétrole vers les ports de la mer Noire. Bref, les principes élaborés pour assurer le droit à l'indépendance des nationalités pesaient peu contre les impératifs économiques et politiques du nouveau régime.

Ainsi, comme le suggérait le rapport adopté au X^e Congrès des Soviets (1922), on proposa un renforcement d'une union centralisée, principalement afin de s'assurer de la disponibilité des ressources naturelles en région afin d'assurer qu'elles ne tombent pas dans les mains de l'impérialisme. Cette accession aux richesses naturelles était vitale pour la survie du régime, et les autorités nationales qui tentèrent d'aller contre cette centralisation furent considérées comme des sympathisants de l'ennemi et punis comme tels. Après l'adoption de la constitution de l'U.R.S.S. et après avoir éliminé les «derniers» éléments déviationnistes géorgiens au pouvoir, l'allocation des ressources dans l'économie locale était orientée vers les prérogatives du centre.

La fin de la NEP allait dans le même sens et correspondait à un durcissement du régime. La fin des années 1920 et le début des années 1930 marqua l'isolement de la

¹⁷¹ K.P. Kandelaki, « Soviet Nationality Policy in the Caucasus ». *The Caucasian Review*, Munich 1956, p. 7.

révolution que le régime qualifia de *stabilisation temporaire du capitalisme*¹⁷². Devant cet isolement, le régime soviétique accéléra sa consolidation à l'intérieur de ses frontières.

La consolidation du centre se fit par une spécialisation de chaque région. Par exemple, tout en étant le centre géographique pour le transport du pétrole en provenance du Kazakhstan, la Géorgie se concentra à produire du thé, du vin et du tabac¹⁷³. L'ensemble de cette production agricole était destinée à l'exportation. La très forte spécialisation de l'économie géorgienne la rendait dépendante à l'égard du centre, tant pour retirer des revenus —maigres— de sa production que pour obtenir d'autres biens nécessaires au bien-être de sa population. Souvent, il y avait pénurie de biens de consommation parce qu'une bonne part des ressources financières étaient acheminées vers l'industrie lourde¹⁷⁴, secteur qui était de moindre importance en Géorgie.

La collectivisation de l'agriculture eut un impact considérable sur le mode de production géorgien. Autrefois, la production était l'affaire des fermes individuelles, tout comme ailleurs en U.R.S.S.. La création des kolkhozes fut pénible pour les paysans qui n'étaient pas habitués à travailler sur une ferme collective. Devant certaines résistances, les autorités n'hésitèrent pas à expulser des *koulaks* en Sibérie. On estime qu'il y aurait eu environ 100 000 victimes de la collectivisation¹⁷⁵. En 1928, le nombre de kolkhozes

¹⁷² A.M. Pankratova. *Veliky russky narod*. Moscou, 1952, p. 258. Voir Vassan-Ghiray Djabagui dans « Soviet Nationality Policy and Genocide ». *The Caucasian Review*, Munich, 1955, p. 75.

¹⁷³ De 1922 à 1948, la Géorgie augmenta sa production de thé et de tabac de 100%. Voir D. Sagirashvili, « Georgia Under Bolshevik Rule ». *The Caucasian Review*, Munich, 1955, p. 113.

¹⁷⁴ 174 K.P. Kandelaki, « Soviet Nationality Policy in the Caucasus ». *The Caucasian Review*, Munich 1956, p. 13.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 114.

étaient de 212 en Géorgie et en mars 1930, leur nombre passait à 2 894¹⁷⁶. Toutefois, ce nombre diminua au cours des années 1930 puisque les autorités avaient peine à ravitailler les fermes en machinerie et en grains. Les revenus des paysans dans les kolkhozes étaient faibles, ce qui provoqua une désertion des fermes collectives.

La constitution de 1936 poussa la centralisation de l'économie à son apogée. Le pouvoir central continua de diriger le commerce extérieur, et se garda le droit de déterminer les plans économiques pour chacune des républiques, d'approuver les budgets des gouvernements républicains et de déterminer les taux d'imposition, de taxation ainsi que de l'allocation qui revenait à Moscou. Après l'imposition de cette centralisation, on procéda en 1937 à de nouvelles purges à travers tout le Caucase. En Géorgie, par exemple, on évalue que les purges auraient fait environ 120 000 victimes¹⁷⁷.

4.6- MANIFESTATION DU NATIONALISME GÉORGIEN EN 1956

Le 9 mars 1956 marqua le 3e anniversaire du décès de Staline. À Tbilissi, les communistes locaux prirent l'initiative de commémorer la mort de Staline et ce, avec l'appui des autorités locales. Toutefois, Moscou s'était prononcé contre cette journée, notamment parce qu'on avait entamé un processus de déstalinisation. Il importe de souligner ici que le pouvoir en U.R.S.S. était exercé par des clans et par conséquent, le clan

¹⁷⁶ Ces données ont été tirées du rapport *Selskoe khozyaistvo Gruzii* (L'agriculture en Géorgie) lors du 7e Congrès du Parti communiste géorgien en 1930. *Ibid.*, p. 114.

stalinien avait perdu son leader et devait disparaître au profit d'un nouveau clan. On avait donc écarté du pouvoir de nombreux collaborateurs de Staline, dont plusieurs Géorgiens. Ce processus visait également à éliminer le culte de la personnalité qu'avait engendré le règne de Staline, sans toutefois toucher à la centralisation des pouvoirs, puisque la planification de l'économie, entre autres, était considérée comme un des grands avantages du système socialiste.

Les commémorations tournèrent en démonstrations violentes pro-staliniennes et furent vite réprimées par les autorités. Dans les jours qui suivirent, les autorités affirmèrent que les activités avaient été perturbées en raison de quelques criminels et d'éléments perturbateurs. En réalité, la déstalinisation par le pouvoir central était le point culminant de l'éveil du sentiment national latent au sein de la population¹⁷⁸. En démontrant leur attachement à Staline, et non au stalinisme, la population démontrait son hostilité face à un pouvoir central qui faisait fit de leurs aspirations nationales et de leur héros. Un sentiment qui fut d'ailleurs condamné dans l'ensemble de la presse soviétique. Par exemple dans *Zarya Vostoka* le 18 mars on écrivait que «there is a great difference between creative Soviet patriotism, patriotism in action, and the nationalism and chauvinism displayed at Tiflis on March 9»¹⁷⁹.

Dans les années qui suivirent, Moscou intensifia la russification de la Géorgie. Par exemple, le 12 septembre 1956, la Géorgie devait célébrer le 155e anniversaire de la

¹⁷⁷ V. Djabagui, « Soviet Colonialism in the Caucasus », *The Caucasian Review*, Munich 1956, p. 58.

¹⁷⁸ G. Charachidzé. « The Riots at Tiflis — an Analysis ». *The Caucasian Review*, Munich 1956, p. 102.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 103.

proclamation d'Alexandre I qui unissait la Géorgie à la Russie. Officiellement, l'union avait été faite sur une base volontaire, et non pas grâce à une conquête tsariste. À cette époque, Moscou nomma un nouveau chef de la police géorgienne, Édouard Chevardnadzé, qui fut par la suite premier secrétaire du PC de Géorgie de 1972 à 1985, pour ensuite devenir le ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S. et pour aboutir, après la période de Gamsakhourdia, président de la République de Géorgie.

Malgré la répression des événements de 1956, la Géorgie allait revivre encore de nombreuses manifestations nationalistes violentes au cours des années 1970, notamment afin de préserver son identité culturelle face à la russification.

Les méthodes employées pour conquérir la Géorgie au début des années vingt, le processus de russification, la falsification de l'histoire géorgienne, la collectivisation des terres, les répressions et les déportations, la centralisation de la vie politique et de l'économie géorgienne au profit du centre qui en fait, prenait des décisions sans tenir compte des besoins des populations locales, n'ont fait qu'alimenter les ressentiments contre un pouvoir central qui s'est comporté comme un conquérant cherchant à dominer un peuple déjà vaincu.

CONCLUSION

Après l'effondrement de l'Empire de l'Autriche-Hongrie au lendemain de la Première Guerre mondiale, et du même coup l'échec du programme autrichien sur la question nationale, la théorie de la nation développée par Staline s'est trouvée renforcée ; Staline y a même donné une valeur doctrinale. Après 1913, Staline modifia sa théorie en fonction des développements contextuels. Au début des années 1920, après avoir établi un réseau de contacts lui étant favorable en URSS, le parti étant divisé et Lénine étant malade, les principes de Staline seront progressivement concrétisés.

D'une *idéocratie*, le régime a glissé sous le dogmatisme avec Staline qui se servit du marxisme pour justifier sa pratique en matière de politique nationale. Staline dut réconcilier et faire évoluer sa théorie pour l'adapter à sa pratique du pouvoir. Dans les faits, tout au long de son pouvoir, Staline était confronté au dilemme de la fusion des nations (*homo sovieticus*) et de la reconnaissance de leurs spécificités.

Les événements ayant eu lieu en Géorgie démontrent très bien que les conceptions staliniennes et les pratiques staliniennes contribuèrent au maintien du fait national malgré la promotion des valeurs multinationales (voire prolétariennes). La répression du nationalisme géorgien n'a pas suffi à l'effacer, bien au contraire. Les manifestations de 1956 et des années 1970 le démontrent très bien.

La création de gouvernements locaux pour les minorités en Géorgie et leur protection par le pouvoir soviétique n'ont pas suffi à contrer les haines nationales, à rapprocher les peuples. Inversement, les sentiments nationaux se sont développés et renforcés avec l'aide du régime soviétique (notamment avec le renforcement de la langue pour véhiculer les valeurs soviétiques) et ce, malgré la promotion des nouvelles valeurs soviétiques, c'est-à-dire le *contenu* devant unifier les peuples. De plus, les diverses répressions des éléments nationalistes dans les années 1920, 1930 et 1956 démontrèrent l'impuissance du régime soviétique à gérer efficacement et pacifiquement les contradictions de type nationaliste.

La reconnaissance politique des minorités nationales et de leur défense par l'autorité centrale contribuèrent à alimenter les tensions nationales entre les peuples abkhaze et géorgien, des tensions resurgirent à nouveau en 1978 et en 1988. Ces ressentiments éclatèrent au grand jour avec la fin du régime soviétique lorsque Gamsakhourdia tenta de *géorgianiser* tout le territoire de la Géorgie. Les minorités firent très vite des déclarations d'indépendance (Ossétie du Sud et Abkhazie) et la Russie n'hésita pas à soutenir l'Abkhazie contre les autorités géorgiennes qui souhaitaient une indépendance totale face à la Russie. Cette dernière put finalement rétablir son influence en intervenant militairement afin de protéger la minorité abkhaze, mais cette fois, sous la légitimité onusienne.

Ces peuples, autrefois définis comme arriérés par Staline, revendiquent aujourd'hui la création de leur État national au sein des nouvelles républiques indépendantes. Encore

une fois, suite à l'intervention et aux pressions exercées par la Russie (parfois indirecte) à l'endroit de ses anciennes républiques, plusieurs d'entre elles, comme la Géorgie, n'eurent d'autres choix que d'intégrer une nouvelle union, la CÉI.

ANNEXE A

CARTE DE LA GÉORGIE



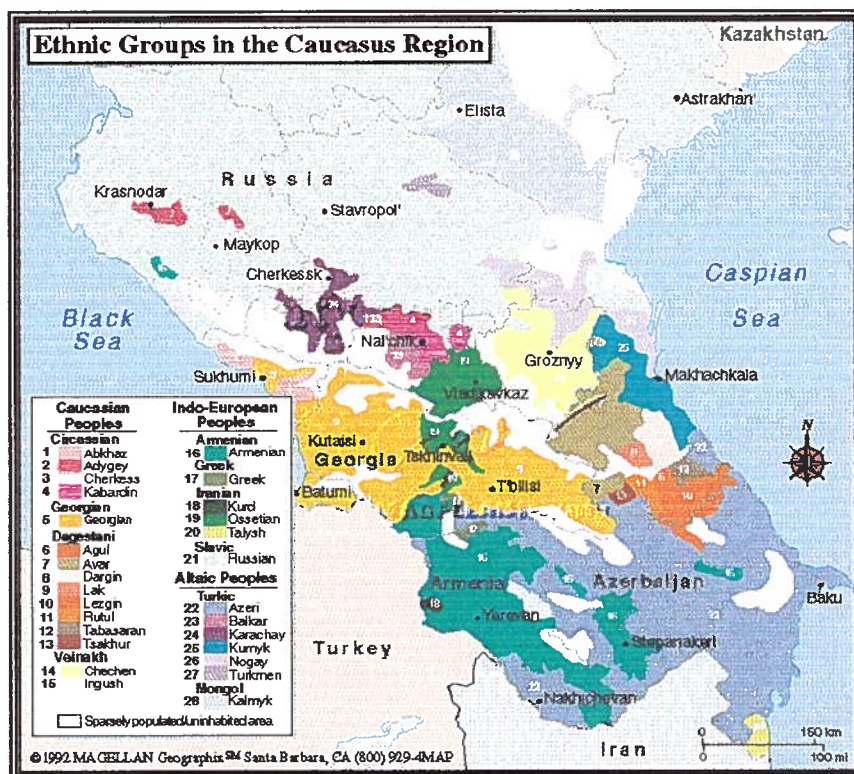
RÉGION DU CAUCASE



RÉPUBLIQUES AU SUD DE LA RUSSIE



GROUPE ETHNIQUES DANS LE CAUCASE



CARTE DE L'ABKHAZIE



ANNEXE B

CHRONOLOGIE

GÉORGIE & U.R.S.S.

GÉORGIE	U.R.S.S.
1917 <i>Octobre:</i> Turquie évacue la Transcaucasie et est remplacée par les Alliés — Français et Britanniques.	1917 <i>Octobre:</i> Prise du pouvoir par les bolcheviques.
1818 <i>26 Mai:</i> Indépendance de la Géorgie dirigé par les Mencheviks Russie reconnaît cette indépendance. <i>Été:</i> Soulèvement pro-bolchevique (anti-géorgien) en Ossétie et en Abkhazie.	1918 <i>Janvier:</i> Création de l'Armée rouge
1919 <i>Mars:</i> Élections, victoire des Mencheviks. <i>Juin:</i> À la Conférence de Paris, la Géorgie réaffirme son indépendance (avec Azerbaïdjan, Estonie, République du Nord Caucase, Lettonie, Biélorussie et Ukraine.	1919 <i>19 juillet:</i> Promulgation de la R.S.F.S.R. (première constitution soviétique)
1920 <i>2-3 Mai:</i> Bolcheviques géorgiens tentent un coup de force à Tbilissi, se solde par un échec. <i>Mai:</i> La RSFSR reconnaît l'indépendance de la Géorgie. <i>Juin-juillet:</i> Troupes françaises et britanniques évacuent la Transcaucasie.	1920 <i>Avril:</i> Création Kavbureau (bureau caucasien du PC de Russie). <i>17 Mars:</i> Ordjonikidzé dirige le Kavbureau, il a pour mission de reprendre le contrôle du Caucase, mais avec circonspection. <i>Juin:</i> Le Kavbureau organise un soulève ossète contre les autorités géorgiennes, se solde par un échec.

<p>1921</p> <p><i>Janvier:</i> Géorgie reconnue <i>de jure</i> à la Conférence des Alliés à Paris.</p> <p><i>février:</i> Invasion de la Géorgie par la XI^e armée rouge sous prétexte d'avoir répondu aux communistes locaux et aux mouvements nationaux.</p> <p>Abkhazie administrée par le Commissariat transcaucasien de Tbilissi, puis intégrée à la Géorgie.</p> <p>Juin: Adjares obtiennent le statut de République autonome.</p>	
<p>1922</p> <p><i>Mars:</i> Création de la République socialiste fédérative de Transcaucasie. La Géorgie y est intégrée.</p> <p>Création de la Région autonome d'Ossétie du Sud au sein de la Géorgie.</p>	<p>1922</p> <p><i>Mars-avril:</i> Staline devient secrétaire général du P.C.</p> <p><i>30 décembre:</i> Création de l'URSS.</p>
<p>1924</p> <p><i>Été:</i> Répression nationaliste en Géorgie: environ 4 000 morts.</p>	<p>1924</p> <p><i>21 Janvier:</i> Décès de Lénine.</p> <p><i>31 Janvier:</i> Constitution de l'URSS.</p>
<p>1930</p> <p><i>17 avril:</i> Abkhazie obtient le statut de République autonome.</p>	
<p>Les années 1930</p> <p>Les purges permirent de remodeler l'intelligentsia, le parti et le gouvernement. Les nouvelles élites étaient redevables à Staline. 1937: Apogée de la terreur.</p>	<p>1936</p> <p><i>5 décembre:</i> Nouvelle constitution de l'URSS (stalinienne). La Géorgie est reconnue comme une République fédérée.</p>
	<p>1953</p> <p><i>5 mars:</i> Mort de Staline.</p>
<p>1956</p> <p><i>Mars:</i> Manifestation nationale réprimée en Géorgie. La déstalinisation est perçue comme un processus anti-géorgien.</p>	

BIBLIOGRAPHIE

Académie des Sciences de l'U.R.S.S. (Éd.). *Le socialisme: Nations et rapports entre nationalités*, dans Problèmes du monde contemporain. Moscou, Académie des Sciences de l'U.R.S.S., 1982

AFANASYAN, S. *L'arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie: de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique, 11917-1923*. Paris, Éd. L'Harmattan, 1981.

ALLWORTH, E. *Soviet Nationality problems*. New York, 1971.

ALLWORTH, E. *Nationality Group Survival in Multi-Ethnic States*. New York, 1977.

ANTONOV-OVSEENKO, V.A. *Zapiski o grajdanskoi voine*. Moscou, 1924.

ARENDT, Annah. *Le système totalitaire*. Paris, Ed. du Seuil, (éd.) 1972.

ARENDT, Annah. *La nature du totalitarisme*. Paris, Éd. Payot, (éd.) 1990.

ASPATURIAN, V.V. *The Union Republics in soviet diplomacy, a study of Soviet Federalism in the service of Soviet foreign policy*. Genève, Droz 1960.

AVASHVILI, Z. *The independance of Georgia in international politics, 1918-1921*. Londres, Longmans, 1934.

- AZIZBEKOVA, P., MNACAKANJAN, A. & TRASKUNOV, M. *Sovetskaja Rossija i bor'ba za ustanovlenie i uprotchenie vlasti sovetov v Zakavz'e* (La Russie soviétique et la lutte pour l'instauration et la consolidation du pouvoir des soviets en Transcaucasie). Baku, 1969.
- BAHRY, D. *Outside Moscow: Power, Politics and Budgetary Policy in the Soviet Republics*. New York, C.U.P., 1987.
- BALDWIN, D. *Six prisons and two revolutions: adventures in Trans-Caucasian and Anatolia, 1920-1921*. New York, Doubleday, 1925.
- BARGHOORN, F.C. *Soviet russian nationalism*. New York, O.P.U., 1956.
- BAUER, O. *La Question des nationalités et la social-démocratie*. Montréal, Guérin, Éd. Arcanthre, 1987.
- BAUER, R.A., INKELES, A. & KLUCKHOHN, C. *How the Soviet System Works: Cultural, Psychological and Social Themes*. New York, Vintage Books, 1961.
- BAUER, R.A., INKELES, A.. *The Soviet Citizen: Daily life in a Totalitarian Society*, Cambridge, H.U.P., 1961.
- BEKERMAN, G.. *Vocabulaire du marxisme français-allemand*. Paris, P.U.F., 1981.
- BENNIGSEN, A. & QUELQUEJAY, C. *Les mouvements nationaux chez les musulmans de Russie. Le «sultangalievisme» au Tatarstan*. Paris, Mouton, 1969.

- BERIA, L. *On the history of the Bolshevik organisation in Transcaucasia*. Londres, Lawrance & Wishart, 1939.
- BIALER, S. *The Soviet Paradox: External Expansion, Internal Decline*. London, I.B. Tauris, 1986.
- BLANK, S.. «The Origins of Soviet Language Policy 1917-1921». *Russian History*, 15, no. 1, 198, p. 71-92.
- BLOEMBERGEN, S. «The union republics: how much autonomy?» *Problems of communism*, vol. 16, no. 5, 1967, p. 27-35. (Traité de 1922 et constitution de 1924)
- BOERSNER, D. *The Bosheviks and the national question, 1917-1928*, New York, Lounz, 1957.
- BROUÉ, Pierre. *Le parti bolchevique. Histoire du PC de l'U.R.S.S.* Paris, Éditions de minuit, 1963-1971
- BRZEZINSKI, Zbigniew K., *The Soviet Bloc: Unity and Conflict*, Cambridge, H.U.P., 1960.
- BUXTON, H.J. *Transcaucasia*. Londres, Faith, 1926.
- CARATINI, R. *Dictionnaire des nationalités et des minorités de l'ex-U.R.S.S.* Paris, Larousse (histoire), 1992.
- CARR, E.C. *La révolution bolchevique*. Paris, Les éditions de Minuit, 1969.

CARRÈRE D'ENCAUSSE, H. *La gloire des nations: ou la fin de l'Empire soviétique*. Paris, Fayard, 1990.

CARRÈRE D'ENCAUSSE, H. *La politique nationale des bolcheviks 1917-1924*.

CARRÈRE D'ENCAUSSE, H. *L'Empire éclaté*. Paris, Flammarion, 1978.

CARRÈRE D'ENCAUSSE, H. *Le grand défi: Bolcheviks et Nations*. Paris, Flammarion, 1987.

CARRÈRE D'ENCAUSSE, H. *Lénine, la révolution et le pouvoir*. Paris, Flammarion, 1979.

CHAMBRE, H. *L'aménagement du territoire en U.R.S.S.* Paris, Mouton, 1966.

CHAVICHVILY, K. *Patrie, prisons, exil*. Paris, déf. de la France, 1946.

CONNOR, W. *The National Question in Marxist-Leninist Theory and Strategy*. Princeton (NJ), P.U.P., 1984.

CONQUEST, R.C. *Religion in the U.S.S.R.* Londres, Bodley Head, 1968.

CONQUEST, R.C. *The Great Terror*. London, Macmilland and Co., 1968.

- CONQUEST, R.C. *The Last Empire: Nationality and Soviet Future*. Stanford, 1986.
- CONQUEST, R.C. *The nation Killers, soviet deportation of nationalities*. Londres, Macmilland, 1970.
- CONQUEST, R.C. *Soviet nationalities policy in practice*. Londres, Bodley Head, 1967.
- DAVIS, H.B. (éd.) . *The National Question: Selected Writings*. New York, Monthly Review Press.
- DIMANSTEIN, S.M. *Revoliutsia i natsionalnoi vopros* (La révolution et la question nationale). Moscou, 1930.
- DUGUET, R. *Moscou et la Géorgie martyre*. Paris, J. Tallandier, 1927.
- DZYUBA, I. *Internationalism or Russification: a study in the Soviet nationalities problem*. Londre, Weidenfeld & Nicolson, 1968.
- ENLOE, C. *Police, Military and Ethnicity: Foundations of State Power*. Londres 1980.
- FAINSOD, M. *Comment l'U.R.S.S. est gouvernée*. Paris, Éd. de Paris, 1953.
(et éd. 1980, version anglaise)
- FARSTON, N. *The lost world of the Caucasus*. New York, Doubleday, 1958.
- FERRO, M. «La politique des nationalités du gouvernement provisoire». *CNRS*, 2, 1961, p. 131-166.

FRIEDRICH, Carl J. *Totalitarian dictatorship and Autocracy*. New York, Praeger, 1956.

GÉRIN-LAJOIE, Michelle, dir. *Idéologies et régimes politiques*. Ottawa, Éditions MGL, 1992, 930p.

GITELMAN, Z.Y.. *Jewish Nationality and Soviet Politics: The Jewish Sections of the CPSU, 1917-1930*. Princeton, PUP, 1972.

GOLDHAGEN, Erich. *Ethnic Minorities in the Soviet Union*. New York, Praeger, 1968.

GOUGOUCHVILI, S. & ZOURABICHVILI. *La Géorgie*. Paris, P.U.F., 1983.

HAUPT, Georges. *Les marxistes et la question nationale*. Montréal, Éd. l'étincelle, 1974.

HAZARD, J. *The soviet system of government*. Chicago, U.C.P., 1968.

INKELES, Alex. *Social Change in Soviet Russia*. Cambridge, H.U.P., 1968.

Institut de philosophie de l'académie des sciences de l'U.R.S.S. (Éd.). *Théorie et pratique de l'internationalisme prolétarien*. Moscou, Éd. du Progrès, 1975.

Institute for the study of the USSR (Éd.). *Caucasian Review*. Munich, 1950-1955.

JARAY, L.J. *Tableau de la Russie*. Paris, Librairie Plon, 1954.

JAROSZEWSKI, T.M. & IGNATOVSKY, P.A. (Éd.). *Socialism as a Social System*.
Moscow, Progress Publishers, 1981.

JONES, E. & GRUPP, F. «Modernisation and ethnic equalisation in the USSR». *Soviet Studies*, vol. 34, 1982, p. 23-42.

KANDELAKI, C. *The Georgian question before the free world: acts documents, evidence*.
Paris, 1953.

KARLINS, R. *Ethnic Relations in the U.S.S.R.: the perspective from below*. Boston, 1986.

KATZ, Z. *Handbook of Major Soviet Nationalities*. New York, 1975.

KAUTSKY, K. *Georgia: a social-democrat peasant republic; impressions and observations*. Londres, International Bookshops, 1922.

KAUTSKY, K. *Social democracy versus communism*. New York, The Rand School press,
1946, 142 p.

KAZEMZADEH, F. *The struggle for Transcaucasia (1917-1921)*. New York, Oxford,
1951.

KEUN, O. *In the land of the Golden Fleece: through independant Menshevist Georgia*.
Londres, Lane, 1924.

KOLARZ, W. *Russia and her colonies*. Londres, G. Philip, 1952.

KOSTIUK, H. *Stalinist rule in the Ukraine, a study of the decade of mass terror 1929-1939*. Londres, Steven and Sons, 1960.

KREINDLER, I. «The Soviet deported nationalities: a summary and an update». *Soviet Studies*, vol. 38, no. 3, 1986, p. 397-405.

LAITIN, D.D. «The national Uprisings in the Soviet Union». *World Politics* 44, no. 1, 1991.

LANG, D.M. *A modern history of Georgia*. Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1962.

LANGSAM, L.D. *Documents and Readings in the History of Europe Since 1918*. New York, Kraus Reprint Co., 1969.

LAPIDUS, G., ZASLAVSKY, V. & GOLDMAN, P. *From Union to Commonwealth, Nationalism and Separatism in the Soviet Republics*. Cambridge, C.U.P., 1992.

LAPIDUS, G. «Ethnonationalism and political stability: the Soviet case». *World Politics*, vol. 36, no. 4, Juillet 1984, p. 568-569.

LEAGUE OF NATIONS. publié par *World Peace Foundation*. Vol. 4: 1921, Vol. 6: 1923.

LEHMAN, J. *Prometheus and the Bolsheviks*. New York, Knopf, 1938.

LEIBSON, B. *Unité, solidarité, internationalisme: L'expérience historique, les principes et les problèmes du mouvement communiste*. Moscou, Éd. du Progrès, 1982.

LÉNINE, V.I. *Oeuvres de Lénine*. Paris, Éd. Sociales 1958, 40 vol.

LÉNINE, V.I. *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*. Paris, Éd. Sociales, 1973.

LÉNINE, V.I.. *Le Testament de Lénine*. Paris, Lefebvre, 1977.

LÉNINE, V.I.. *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*. Moscou, Éd. du progrès, 1968.

LESAGE, M. *Le système politique de l'U.R.S.S.* Paris, P.U.F., 1987.

LOW, A.D. *Lenin on the question of nationality*. New York, Bookman Associates, 1958.

LUXEMBOURG, R. *Oeuvres*. Paris, Maspero, 1971, 4 vol.

MAGEROVSKI, D.A. *Soiuz sovetskikh sotsialisticheskikh respublik*. Moscou, 1923.

MALIA, Martin. *Comprendre la révolution russe*. Paris, Éditions du Seuil, 1980, 239p.

MARX, K. *Oeuvres*. Paris, Gallimard, Coll. Pléiade, 1965.

MARX, K.. *Manifeste du Parti communiste*. Paris, Éd. Costes, 1934.

MARX, K.. *La Question des nationalités et de la social démocratie.*

MEDVEDEV, R. *Staline et le stalinisme.* Paris, Éd. Albin Michel, 1979.

MEDVEDEV, R. *Le stalinisme.* Paris, Éd. du Seuil, 1972.

MEHNERT, K. *L'homme soviétique.* Paris, Plon, 1960.

MERKVILADZE, V.N. *Sozdanie i ukreplenie sovetskoj gosudarstvennosti v Gruzii (1921-1936)* (L'édification et la consolidation du pouvoir soviétique en Géorgie). Tbilissi, 1969.

MOROZOV, B. *Sozdanie i Ukreplenie sovetskogo gosudarstvennogo aparata.* La création et le renforcement de l'appareil d'État soviétique). Moscou, 1957.

MOTYL, A. *Will the Non-Russian Rebel? State, Ethnicity and Stability in the U.S.S.R.* Londres, 1987.

NOVE, A. & NEWTH J.A.. *The Soviet Middle East: A Model for Development?* London, G.A.U., 1967.

NOVE, A. *L'économie soviétique.* Paris, Économica, 1981.

OLCOTT, M.B.. *Soviet Nationality Studies between Past and Future.* (dans: *Beyond the Soviet Studies*,) Washington, WWCSS, 1995.

- OURALOV, Alexandre. *Staline au pouvoir*. Paris, Éd. les îles d'or, 1951.
- PADMORE, G. & PIZER, D. *How Russia transformed her colonial empire: a challenge to the imperialist powers*. London, Dobson, 1946.
- PAGE, S. *The formation of the Baltic States, a study of the effects of great power politics, the Emergence of Lithuania, Latvia and Estonia*. Cambridge, H.U.P., 1959.
- PARK, A.G. *Bolchevism in Turkestan, 1917-1927*. New York, C.U.P., 1957.
- PESIKINA, E.I. *Narodnyi Kommissariat po delam natsional'nostei i ego deiatel'nost v 1917-1918 gg* (Le commissariat aux nationalités et son activité). Moscou, 1955.
- PESTKOVSKI, S. «Vospominania o rabote v narkomnatse» (Souvenirs sur le travail au narkomnats. *Proletarskaia revoliutsia*, 6, 1930, p. 124-131.
- PESTKOVSKI, S. *Natsionalnoi vopros i sovetskaia rossia*. Moscou, 1921.
- PIPES, R. *The Formation of the Soviet Union*. Cambridge, H.U.P., 1955, 304 p.
- RADVANYI, J. *L'U.R.S.S. : régions et nations*. Paris, 1990.
- RAKOWSKA-HARMSTONE, T.. «The Dialectics of Nationalism in the USSR». *Problem of Communism*, 23, no. 3, 1974.

- RALEIGH, D.J. (éd.). «The Nationality Question and Inter-nationality; Relations in the USSR». *Soviet Studies in History*, été 1990, vol. 29, no. 1, p. 3-93.
- RIASANOVSKY, N. *Histoire de la Russie des origines à 1992*. Paris, Robert Laffont, 1993, 864p.
- RIASANOVSKY, N.V. «On History, Historians, and an Historian». *Russian History*, 15, no. 2-4, 1988, p. 415-426.
- RUTLAND, P. *The nationality problem and the Soviet state* dans HARDING, N. (éd.). *The State in Socialist Society*. London, Macmillan, 1984, p. 150-178.
- Économies et Sociétés, Cahiers de l'I.S.E.A.*, t. 3, no. 7, juillet 1969, p. 270-286, p. 1293-1312.
- SCHAPIRO, L. *The origin of the communist autocracy, political opposition in the soviet state, first phase 1917-1922*. Londres, G. Bell, 1955.
- SCHLESINGER, B. *The nationalities problem and Soviet administration; changing attitudes in Soviet Russia: selected readings on the development of Soviet nationalism*. New York, Humanities; 1956.
- SCHWARTZ, D. & PANOSSIAN, R. *Nationalism and History: The Politics of Nation Building in Post Soviet Armenia, Azerbaijan and Georgia*. Toronto, T.U.P., Center for Russian and East European Studies, 1994.
- SCHWARTZ, S. *The Jews in the soviet union*. Syracuse, S.U.P., 1951.

- SEMYONOV, V.S. *Nations and Internationalism*. Moscow, Progress Publishers, 1979.
- SHAFIF, I.M. *Secrets of Menshevik Georgia: the plot against Soviet Russia unmasked*. Londres, communist Party of Great Britain, 1922.
- SIBILEV, N. *The Socialist International*. Moscow, Press Publishers, 1984.
- SKILLING, H. & GRIFFITHS, F. (éd.). *Interest Group in Soviet politics*. Princeton, 1971.
- (THE) SLAVONIC REVIEW. 1922-23, vol.1 à 1956 vol. 35.
- SMAL-STOCKI, R. *The captive nations: nationalism of the non-Russian nations in the Soviet Union*. New York, Bookman, 1960.
- SMITH, G. *The Soviet federation: from corporatist to crisis politics* dans CHISHOLM, M. et SMITH, D. (éd.). *Shared Space: Divided Space: Essays on Conflicts and Territorial Organisation*. London, Unwin Hyman, 1990, p. 84-105.
- SOUVARINE, B. *Staline. Aperçu historique du bolchevisme*. Paris, Plon, 1935.
- SUNY, R.G.. *Rethinking Soviet Studies: Bringing the Non-Russians Back In* (dans: *Beyond the Soviet Studies*,) Washington, WWCSS, 1995.
- STALINE, J. *Le marxisme et la question nationale et coloniale*. Paris, Éd. Norman Bethume.

STALINE, J. *Oeuvres complètes de Staline*. 18 volumes.

STRASSER, J & PANNEKOEK. *Nation et lutte de classe*. Paris, Union générale d'éditions, 1977.

SYMONOLEWICZ, K. *Non-slavic peoples of the Soviet Union: a brief ethnographical survey*. Meadville, Maplewood P., 1972.

TOPORNINE, B. (coor.) *La Constitution de l'Union Soviétique. Dictionnaire analytique*. Moscou, Éd. du Progrès, 1986.

TROTSKY, L. *Oeuvres*. Paris, 1978, 24 vol.

TROTSKY, L. *Bolchevisme contre stalinisme*. Paris, Éd. de la Taupe rouge, 1977.

TROTSKY, L. *Entre l'impérialisme et la révolution à la lumière de l'expérience géorgienne*. Bruxelles, Éd. La Taupe, 1970.

TROTSKY, L. *Histoire de la révolution russe*. Paris, Éd. du Seuil, 1950, 2 vol.

TROTSKY, L. *La lutte contre le stalinisme*. Paris, Maspero, 1977.

TROTSKY, L. *La Révolution trahie*. Paris, Éd. de Minuit, 1963.

TROTSKY, L. *Staline*. Paris, Grasset, 1948.

TSAMERIAN, I.P. *Equality of rights between races and nationalities in the USSR*. Paris, Unesco, 1962.

TUCKER, Robert C. *The soviet Political Mind: Stalinism and Post-Stalin change*. New York, W.W. Norton and company inc., 1971

TUTAEFF, D. *The Soviet Caucasus*. Londres, Harrap, 1942.

ULAM, A.B. *Staline, l'homme et son temps*. Paris, 1977.

U.R.S.S. *Constitutions de l'U.R.S.S. de 1924 et 1936*.

U.R.S.S. *Resolutions and Decisions of the CPSU*. Toronto, U.T.P., 1922 à 1953.

VAKAR, N.P. *Bielo-Russia the making of a nation, a case study*. Cambridge, H.U.P., 1956.

WETH, N.. *Histoire de l'Union soviétique*. Paris, PUF, Thémis, 1992.

WOYTINSKY, W.S. *Stormy passage: a personal history through the Russian Revolution to democracy and freedom, 1905-1960*. New York, Vanguard Press, 1961.

ZAGLADINE, V. (dir.). *Le mouvement communiste international*. Moscou, Éd. du Progrès, 1978.

ZASLAVSKY, V. *The Neo-Stalinist State*. Brighton, Harvester Press, 1982.